

**REPUBLIQUE FRANÇAISE**  
**PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE**  
**RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS**

**SOMMAIRE**

<b>PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE .....</b>	<b>1113</b>
<b>CABINET .....</b>	<b>1113</b>
<b>BUREAU DES AFFAIRES POLITIQUES .....</b>	<b>1113</b>
Arrêté attribuant une récompense pour acte de courage et de dévouement .....	1113
<b>SERVICE INTERMINISTÉRIEL DE DEFENSE ET DE PROTECTION CIVILE .....</b>	<b>1114</b>
Arrêté n° 196/2006/SIDPC54/SECOURISME portant retrait de l'agrément à assurer les formations aux premiers secours .....	1114
<b>DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET DES LIBERTÉS PUBLIQUES .....</b>	<b>1114</b>
<b>BUREAU DES RÉGLEMENTATIONS .....</b>	<b>1114</b>
Arrêté portant classement d'un restaurant dans la catégorie « restaurant de tourisme » .....	1114
Arrêtés autorisant l'installation d'un système de vidéosurveillance .....	1114
Arrêtés modifiant l'installation d'un système de vidéosurveillance .....	1127
<b>DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTÉRIELLES .....</b>	<b>1129</b>
<b>BUREAU DU MANAGEMENT STRATÉGIQUE DES SERVICES DE L'ÉTAT ET DES AFFAIRES FINANCIÈRES .....</b>	<b>1129</b>
Arrêté préfectoral n° 06.BMSSE.29 accordant délégation de signature à Monsieur Jérôme NORMAND, Sous-Préfet chargé de mission auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle .....	1129
<b>SERVICES DECONCENTRÉS DE L'ÉTAT .....</b>	<b>1130</b>
<b>AGENCE RÉGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE .....</b>	<b>1130</b>
Arrêté A.R.H. de Lorraine n°43/06 du 1 <sup>er</sup> septembre 2006 portant délégation de signature à Madame Christiane PERNET, Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle .....	1130
Arrêté A.R.H. de Lorraine n° 47/06 du 1 <sup>er</sup> septembre 2006 portant délégation de signature .....	1130
Arrêté A.R.H. de Lorraine n° 48/06 du 1 <sup>er</sup> septembre 2006 portant délégation de signature à Madame Mireille WILLAUME, directrice régionale des affaires sanitaires et sociales de Lorraine .....	1131
Arrêté A.R.H. de Lorraine n° 49/06 du 1 <sup>er</sup> septembre 2006 portant délégation de signature à Madame le Docteur PIQUET .....	1131
<b>DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE L'ÉQUIPEMENT .....</b>	<b>1131</b>
<b>SERVICE GESTION ET EXPLOITATION DES ROUTES .....</b>	<b>1131</b>
Arrêté n° 2006/DDE/040/CDER .....	1131
Arrêté n° 2006/DDE/042/CDER .....	1132
Arrêté n° 2006/DDE/043/CDER .....	1132
Arrêté n° 2006/DDE/045/CDER .....	1133
Arrêté n° 2006/DDE/045B/CDER .....	1133
Arrêté n° 2006/DDE/049/CDER .....	1134
<b>DIRECTION DÉPARTEMENTALE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE .....</b>	<b>1134</b>
Décision d'agrément « d'une entreprise solidaire » au sens de l'article L 443-3-1 du code du travail .....	1134
Décision d'agrément « d'une entreprise solidaire » au sens de l'article L 443-3-1 du code du travail .....	1134
<b>DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORÊT .....</b>	<b>1135</b>
<b>SERVICE ÉCONOMIE AGRICOLE ET AMÉNAGEMENT FONCIER .....</b>	<b>1135</b>
Arrêté n°2006/296 fixant le montant des indemnités compensatoires de handicaps naturels au titre de la campagne 2006 dans le département .....	1135
Arrêté n° 03 du 6 septembre 2006 - Subdélégation de signature de l'ordonnateur secondaire délégué .....	1136
<b>DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES SERVICES VÉTÉRINAIRES .....</b>	<b>1136</b>
<b>SERVICE SANTÉ ET PROTECTION ANIMALES .....</b>	<b>1136</b>
Arrêté n° DDSV/54/06/SA/067 – Mandat sanitaire provisoire .....	1136
Arrêté n° DDSV/54/06/SA/065 – Mandat sanitaire provisoire .....	1136
Arrêté n° DDSV/54/06/SA/71 – Mandat sanitaire définitif .....	1137
Arrêté n° DDSV/54/06/SA/72 – Mandat sanitaire définitif .....	1137
Arrêté n° DDSV/54/06/SA/73 – Mandat sanitaire définitif .....	1137
Arrêté n° DDSV/54/06/SA/74 – Mandat sanitaire définitif .....	1138
<b>CAISSE CENTRALE DE LA MUTUALITÉ SOCIALE AGRICOLE .....</b>	<b>1138</b>
Acte réglementaire relatif aux services sécurisés Extranet MSA .....	1138
<b>CENTRE PSYCHOTHÉRAPIQUE DE NANCY-LAXOU .....</b>	<b>1139</b>
<b>DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES .....</b>	<b>1139</b>
Avis de concours sur titres en vue du recrutement d'un cadre de santé au Centre Psychothérapique de Nancy-Laxou .....	1139

**PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

**CABINET**

**BUREAU DES AFFAIRES POLITIQUES**

**Arrêté attribuant une récompense pour acte de courage et de dévouement**

**LE PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le décret du 16 novembre 1901 modifié par le décret du 9 décembre 1924

VU le décret n°70-221 du 17 mars 1970 portant déconcentration en matière d'attribution de la médaille pour acte de courage et de dévouement

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements

SUR proposition de M. ROSSINOT, maire de Nancy

**A R R E T E**

Article 1<sup>er</sup> : La médaille de bronze pour acte de courage et de dévouement est décernée à Monsieur Jean-Marc CUIF, qui, avec courage, le 8 juillet 2006, n'a pas hésité à porter secours à un jeune homme qui venait d'être agressé par trois individus.

Article 2 : Le sous-préfet, directeur de cabinet, est chargé de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée et sera insérée au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Nancy, le 29 août 2006

Le préfet,  
Claude BALAND

## SERVICE INTERMINISTRIEL DE DEFENSE ET DE PROTECTION CIVILE

## Arrêté n° 196/2006/SIDPC54/SECOURISME portant retrait de l'agrément à assurer les formations aux premiers secours

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'arrêté ministériel du 8 novembre 1991 relatif à la formation aux premiers secours modifié;  
le décret n° 92.514 du 12 juin 1992 relatif à la formation de moniteur des premiers secours modifié;  
l'arrêté ministériel du 08 juillet 1992 relatif aux conditions d'habilitation ou d'agrément pour les formations aux premiers secours modifié;  
VU l'arrêté ministériel du 08 juillet 1992 relatif à la formation de moniteur des premiers secours modifié;  
l'arrêté ministériel du 10 septembre 2001 relatif à la formation des secouristes à l'utilisation d'un défibrillateur semi-automatique et sa circulaire d'application du 24 octobre 2001;  
VU l'arrêté en date du 19 septembre 2005 du Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire, portant agrément au centre opérationnel et d'enseignement en sauvetage, secourisme et sécurité pour les formations aux premiers secours;  
VU l'arrêté préfectoral du 11 avril 2006, par lequel le Centre opérationnel d'enseignement en sauvetage, secourisme et sécurité (C.O.E.S.S.S.) a été reconnu et agréé au niveau départemental pour assurer les différentes formations aux premiers secours et celles des moniteurs des premiers secours;  
VU l'arrêté ministériel du 31 juillet 2006 portant retrait de l'agrément au Centre opérationnel d'enseignement en sauvetage, secourisme et sécurité pour les formations aux premiers secours;  
VU l'arrêté ministériel du 31 juillet 2006 portant habilitation ou agrément de divers organismes en associations pour la formation au brevet national d'Instructeur de secourisme;  
SUR proposition du Directeur de Cabinet;

## A R R E T E

**ARTICLE 1er** : L'agrément accordé par arrêté préfectoral du 11 avril 2006 au Centre Opérationnel d'enseignement en sauvetage, secourisme et sécurité, afin d'assurer au niveau départemental, les formations aux premiers secours, est retiré;

**ARTICLE 2** : Le Directeur de Cabinet et M. David VIGNERON, responsable en Meurthe-et-Moselle de cet organisme, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera inséré au Recueil des Actes Administratifs du département.

Nancy, le 23 août 2006

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet,  
Arnaud KURZENNE

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES  
BUREAU DES REGLEMENTATIONS

## Arrêté portant classement d'un restaurant dans la catégorie « restaurant de tourisme »

LE PREFET DE MEURTHE- ET- MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;  
Vu l'arrêté interministériel du 27 septembre 1999 fixant les conditions de classement des restaurants dans la catégorie « Restaurant de tourisme »;  
Vu l'arrêté ministériel du 8 novembre 1999 relatif aux panonceaux des hôtels et restaurants de tourisme;  
Vu la demande présentée par Mme Christine LUNG, exploitante du restaurant à l'enseigne « Auberge La Jument Verte » situé 3 rue du Radelot 54840 Villey le Sec;  
Considérant que les conditions prévues par l'arrêté interministériel du 27 septembre 1999 susvisé sont remplies;  
SUR proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

## A R R E T E

**Article 1er** : Est classé dans la catégorie « Restaurant de tourisme » le restaurant à l'enseigne « Auberge La Jument Verte », situé 3 rue du Radelot 54840 Villey le Sec - Exploitant : Mme Christine LUNG - Numéro de SIRET : 31151525800045

**Article 2** : Ce classement est valable trois ans. A l'issue de ce délai, il pourra être renouvelé sur présentation d'une nouvelle déclaration de l'exploitant.

**Article 3** : En cas de changement des conditions de classement, l'exploitant est tenu d'en informer le préfet, par lettre recommandée avec accusé de réception.

**Article 4** : En cas de changement d'exploitant, une nouvelle déclaration de classement devra être déposée.

**Article 5** : Dans le cadre du contrôle de la conformité de l'établissement par le préfet, l'exploitant admet la visite des agents des administrations de l'Etat habilités.

**Article 6** : L'exploitant est tenu d'apposer le panonceau correspondant au classement accordé, en conformité avec le modèle réglementaire annexé à l'arrêté ministériel du 8 novembre 1999 susvisé.

**Article 7** : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Mme Christine LUNG, exploitante du restaurant, publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée au préfet de la région Lorraine, préfet de la Moselle (délégation régionale au tourisme), au président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle (comité départemental du tourisme), au directeur départemental de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes et au président de la chambre de commerce et d'industrie de Meurthe-et-Moselle

Fait à Nancy, le 17 août 2006

Pour le préfet et par délégation,  
Le sous-préfet de LUNEVILLE  
Eric MAIRE

*Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.*

## Arrêtés autorisant l'installation d'un système de vidéosurveillance

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée, d'orientation et de programmation relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1;  
Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéosurveillance;  
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;  
Vu la demande présentée le 27 février 2006 par M. Christian GAUB, exploitant de la boulangerie - pâtisserie située 15 rue de Verdun 54970 LANDRES;  
Vu le récépissé en date du 7 avril 2006;  
Vu l'avis de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date des 19 avril et 26 juin 2006;  
Considérant la finalité du système;  
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées;  
SUR proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

## A R R E T E

**ARTICLE 1er** – M. Christian GAUB, exploitant de la boulangerie – pâtisserie située 15 rue de Verdun 54970 LANDRES, est autorisé à installer, dans son établissement, un système de vidéosurveillance comportant trois caméras intérieures fixes, orientées vers le magasin, l'office et le garage, en conformité avec le plan produit, sous le numéro :

54.06.0037

**ARTICLE 2** – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

**ARTICLE 3** - La personne chargée du droit d'accès aux images est M. Christian GAUB, exploitant.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

**ARTICLE 4** – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

**ARTICLE 5** - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

**ARTICLE 6** - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

**ARTICLE 7** - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à M. Christian GAUB, exploitant, M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire, M. le commandant du groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, Mme la maire de Landres, M. le sous-préfet de Briey.

NANCY, le 28 juillet 2006

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur de la réglementation  
Mohand AZZI

*Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.*

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée, d'orientation et de programmation relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu la demande présentée le 14 février 2006 par M. Laurent TROGRIC, président du syndicat intercommunal de la piscine de Frouard, Liverdun, Pompey, sis 36 rue des Jardins Fleuris 54340 POMPEY;

Vu le récépissé en date du 7 avril 2006 ;

Vu l'avis de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date des 19 avril et 26 juin 2006;

Considérant la finalité du système;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

ARRETE

**ARTICLE 1er** – M. Laurent TROGRIC, président du syndicat intercommunal de la piscine de Frouard, Liverdun, Pompey, sis 36 rue des Jardins Fleuris 54340 POMPEY, est autorisé à installer, sur le site de la piscine située 14 rue Gambetta 54340 POMPEY, un système de vidéosurveillance comportant sept caméras intérieures fixes (n° 1, 2, 3, 4, 5, 7, 8) orientées vers l'entrée du sas, la caisse, les casiers des vestiaires hommes, les casiers des vestiaires femmes, les casiers des vestiaires scolaires et trois caméras

54.06.0038

**ARTICLE 2** – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

**ARTICLE 3** - La personne chargée du droit d'accès aux images est le président du syndicat intercommunal.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

**ARTICLE 4** – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

**ARTICLE 5** - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

**ARTICLE 6** - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

**ARTICLE 7** - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à M. le président du syndicat intercommunal de la piscine de Frouard, Liverdun, Pompey, maire de Pompey, M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire, M. le commandant du groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, MM. les maires de Frouard et Liverdun.

NANCY, le 28 juillet 2006

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur de la réglementation,  
Mohand AZZI

*Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.*

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée, d'orientation et de programmation relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu la demande présentée le 14 février 2006 par M. Philippe CASADEI DELLA CHIESA, exploitant de l'officine de pharmacie située 85 rue Paul Langevin 54880 THIL;

Vu le récépissé en date du 7 avril 2006 ;

Vu l'avis de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date des 19 avril et 26 juin 2006;

Considérant la finalité du système;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

ARRETE

**ARTICLE 1er** – M. Philippe CASADEI DELLA CHIESA, exploitant de l'officine de pharmacie située 85 rue Paul Langevin 54880 THIL, est autorisé à installer, sur le site de son établissement, un système de vidéosurveillance comportant une caméra intérieure fixe et une caméra extérieure fixe, en conformité avec le plan produit, sous le numéro :

54.06.0040

**ARTICLE 2** – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

**ARTICLE 3** - La personne chargée du droit d'accès aux images est M. Philippe CASADEI DELLA CHIESA, exploitant.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

**ARTICLE 4** – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

**ARTICLE 5** - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

**ARTICLE 6** - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

**ARTICLE 7** - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à M. Philippe CASADEI DELLA CHIESA, exploitant, M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire, M. le directeur départemental de la sécurité publique, Mme la maire de Thil, M. le sous-préfet de Briey.

NANCY, le 28 juillet 2006

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
Marc BURG

*Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.*

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée, d'orientation et de programmation relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1;  
Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéosurveillance;  
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;  
Vu la demande présentée le 28 janvier 2006 par M. Jean-Sébastien MENGIN, exploitant de l'établissement à l'enseigne « Cottage Hôtel », situé 4 allée de Bourgogne 54500 VANDOEUVRE-LÈS-NANCY;  
Vu le récépissé en date du 7 avril 2006;  
Vu l'avis de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date des 19 avril et 26 juin 2006;  
Considérant la finalité du système;  
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées;  
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

## ARRETE

ARTICLE 1er – M. Jean-Sébastien MENGIN, exploitant de l'établissement à l'enseigne « Cottage Hôtel », situé 4 allée de Bourgogne 54500 Vandoeuvre-Lès-Nancy, est autorisé à installer, sur le site de cet établissement, un système de vidéosurveillance comportant trois caméras extérieures fixes (n° 7, 9, 11), orientées vers l'entrée de l'hôtel, l'entrée de l'annexe et l'entrée de la cuisine et quatre caméras intérieures fixes (n° 10, 13, 14, 16), orientées vers la lingerie de l'annexe, la réception de l'hôtel, le bar, l'entrée de l'annexe, en conformité avec le plan produit, sous le numéro :

54.06.0044

ARTICLE 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

ARTICLE 3 – La personne chargée du droit d'accès aux images est M. Jean-Sébastien MENGIN, exploitant.  
La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 5 – Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 6 – Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 7 – M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à M. Jean-Sébastien MENGIN, exploitant, M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire, M. le directeur départemental de la sécurité publique, Mme la maire de Vandoeuvre-Lès-Nancy.

NANCY, le 28 juillet 2006

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur de la réglementation,  
Mohand AZZI

*Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.*

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée, d'orientation et de programmation relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1;  
Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéosurveillance;  
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;  
Vu la demande présentée le 3 mars 2006 par M. Patrick LUXEUIL, exploitant du bar - tabac à l'enseigne « Le Bras Vert », situé 71 avenue du XXème Corps 54000 NANCY;  
Vu le récépissé en date du 7 avril 2006;  
Vu l'avis de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date des 19 avril et 26 juin 2006;  
Considérant la finalité du système;  
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées;  
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

## ARRETE

ARTICLE 1er – M. Patrick LUXEUIL, exploitant du bar – tabac à l'enseigne « Le Bras Vert », situé 71 avenue du XXème Corps 54000 NANCY, est autorisé à installer, dans son établissement, un système de vidéosurveillance comportant trois caméras intérieures fixes, orientées vers le bureau de tabac, la cuisine et la réserve (numérotées par la commission 1, 2 et 3), en conformité avec le plan produit, sous le numéro :

54.06.0045

ARTICLE 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

ARTICLE 3 – La personne chargée du droit d'accès aux images est M. Patrick LUXEUIL, exploitant.  
La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 5 – Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 6 – Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 7 – M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à M. Patrick LUXEUIL, exploitant, M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire, M. le directeur départemental de la sécurité publique, M. le maire de Nancy.

NANCY, le 28 juillet 2006

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur de la réglementation,  
Mohand AZZI

*Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.*

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée, d'orientation et de programmation relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1;  
Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéosurveillance;  
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;  
Vu la demande présentée par la société « Logistique Viande de l'Est », sise 226 rue Lavoisier 54710 LUDRES;  
Vu le récépissé en date du 21 juin 2006;  
Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 26 juin 2006;  
Considérant la finalité du système;  
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées;  
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

## ARRETE

ARTICLE 1er – M. Didier GEORGEL, président-directeur général de la société « Logistique Viande de l'Est », sise 226 rue Lavoisier 54710 LUDRES, est autorisé à installer, sur le site de son établissement, un système de vidéosurveillance comportant six caméras intérieures fixes et une caméra extérieure fixe, en conformité avec le plan produit, sous le numéro :

54.06.0055

ARTICLE 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

ARTICLE 3 - La personne chargée du droit d'accès aux images est M. Didier GEORGEL, dirigeant de l'établissement.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 7 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à M. Didier GEORGEL, dirigeant de l'établissement, M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire, M. le directeur départemental de la sécurité publique, M. le maire de Ludres.

NANCY, le 28 juillet 2006

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur de la réglementation,  
Mohand AZZI

*Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.*

## LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée, d'orientation et de programmation relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu la demande présentée le 3 avril 2006 par M. Sylvain MICHEL, exploitant de la boulangerie - pâtisserie située 3 rue Saint-Laurent 54700 PONT-A-MOUSSON;

Vu le récépissé en date du 21 juin 2006 ;

Vu l'avis de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 26 juin 2006;

Considérant la finalité du système;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

## ARRETE

ARTICLE 1er – M. Sylvain MICHEL, exploitant de la boulangerie – pâtisserie située 3 rue Saint-Laurent 54700 PONT-A-MOUSSON, est autorisé à installer, dans son établissement, un système de vidéosurveillance comportant trois caméras intérieures fixes, orientées vers le bureau et vers la caisse, en conformité avec le plan produit, sous le numéro :

54.06.0056

ARTICLE 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

ARTICLE 3 - La personne chargée du droit d'accès aux images est M. Sylvain MICHEL, exploitant.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 7 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à M. Sylvain MICHEL, exploitant, M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire, M. le directeur départemental de la sécurité publique, M. le maire de Pont-à-Mousson.

NANCY, le 28 juillet 2006

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur de la réglementation,  
Mohand AZZI

*Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.*

## LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée, d'orientation et de programmation relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu la demande présentée le 8 avril 2006 par M. Marc KLUT, exploitant de la boulangerie - pâtisserie située 9 rue de Frouard 54250 CHAMPIGNEULLES;

Vu le récépissé en date du 21 juin 2006 ;

Vu l'avis de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 26 juin 2006;

Considérant la finalité du système;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

## ARRETE

ARTICLE 1er – M. Marc KLUT, exploitant de la boulangerie – pâtisserie située 9 rue de Frouard 54250 CHAMPIGNEULLES, est autorisé à installer, dans son établissement, un système de vidéosurveillance comportant deux caméras intérieures fixes, orientées vers le magasin (accueil des clients et caisse), en conformité avec le plan produit, sous le numéro :

54.06.0057

ARTICLE 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

ARTICLE 3 - La personne chargée du droit d'accès aux images est M. Marc KLUT, exploitant.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

**ARTICLE 7** - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à M. Marc KLUT, exploitant, M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire, M. le commandant du groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, M. le maire de Champigneulle.

NANCY, le 28 juillet 2006

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur de la réglementation,  
Mohand AZZI

*Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.*

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée, d'orientation et de programmation relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu la demande présentée le 18 mai 2006 par M. Bernard LINEL, gérant du bureau de tabac – point presse « Saint-Léon » situé 31 rue Raymond Poincaré 54000 NANCY;

Vu le récépissé en date du 21 juin 2006 ;

Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 26 juin 2006;

Considérant la finalité du système;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

ARRETE

**ARTICLE 1er** – M. Bernard LINEL, gérant du bureau de tabac – point presse « Saint-Léon », situé 31 rue Raymond Poincaré 54000 NANCY, est autorisé à installer, dans son établissement, un système de vidéosurveillance comportant quatre caméras intérieures fixes, en conformité avec le plan produit, sous le numéro :

54.06.0058

**ARTICLE 2** – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

**ARTICLE 3** - La personne chargée du droit d'accès aux images est M. Bernard LINEL, gérant de l'établissement.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

**ARTICLE 4** – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

**ARTICLE 5** - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

**ARTICLE 6** - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

**ARTICLE 7** - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à M. Bernard LINEL, gérant de l'établissement, M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire, M. le directeur départemental de la sécurité publique, M. le maire de Nancy.

NANCY, le 28 juillet 2006

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur de la réglementation,  
Mohand AZZI

*Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.*

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée, d'orientation et de programmation relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu la demande présentée le 17 mai 2006 par M. Eric LIEGEOIS, directeur du magasin « Jan Sport 2000 », situé 12 avenue de la Paix 54400 LONGWY;

Vu le récépissé en date du 21 juin 2006 ;

Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 26 juin 2006;

Considérant la finalité du système;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

ARRETE

**ARTICLE 1er** – M. Eric LIEGEOIS, directeur du magasin « Jan Sport 2000 », situé 12 avenue de la Paix 54400 LONGWY, est autorisé à installer, dans son établissement, un système de vidéosurveillance comportant huit caméras intérieures fixes, en conformité avec le plan produit, sous le numéro :

54.06.0059

**ARTICLE 2** – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

**ARTICLE 3** - La personne chargée du droit d'accès aux images est M. Eric LIEGEOIS, directeur du magasin.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

**ARTICLE 4** – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

**ARTICLE 5** - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

**ARTICLE 6** - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

**ARTICLE 7** - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à M. Eric LIEGEOIS, directeur du magasin, M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire, M. le directeur départemental de la sécurité publique, M. le maire de Longwy, M. le sous-préfet de Briey.

NANCY, le 28 juillet 2006

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur de la réglementation,  
Mohand AZZI

*Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.*

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée, d'orientation et de programmation relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu la demande présentée le 16 mai 2006 par Mme Corinne JEANDEL, gérante du bureau de tabac – point presse situé Centre Commercial Chaudeau 54710 LUDRES;

Vu le récépissé en date du 21 juin 2006 ;  
Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 26 juin 2006;  
Considérant la finalité du système;  
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées;  
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

## ARRETE

**ARTICLE 1er** – Mme Corinne JEANDEL, gérante du bureau de tabac – point presse situé Centre Commercial Chaudeau 54710 LUDRES, est autorisée à installer, dans son établissement, un système de vidéosurveillance comportant quatre caméras intérieures fixes, en conformité avec le plan produit, sous le numéro :

54.06.0060

**ARTICLE 2** – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

**ARTICLE 3** – La personne chargée du droit d'accès aux images est Mme Corinne JEANDEL, gérante de l'établissement.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

**ARTICLE 4** – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

**ARTICLE 5** – Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

**ARTICLE 6** – Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

**ARTICLE 7** – M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à Mme Corinne JEANDEL, gérante de l'établissement, M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire, M. le directeur départemental de la sécurité publique, M. le maire de Ludres.

NANCY, le 28 juillet 2006

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur de la réglementation  
Mohand AZZI

*Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.*

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée, d'orientation et de programmation relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1;  
Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéosurveillance;  
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;  
Vu la demande présentée le 16 mai 2006 par M. Philippe CONVARD, gérant du bureau de tabac situé 65 rue Anatole France 54210 SAINT-NICOLAS-DE-PORT;  
Vu le récépissé en date du 21 juin 2006 ;  
Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 26 juin 2006;  
Considérant la finalité du système;  
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées;  
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

## ARRETE

**ARTICLE 1er** – M. Philippe CONVARD, gérant du bureau de tabac situé 65 rue Anatole France 54210 SAINT-NICOLAS-DE-PORT, est autorisé à installer, dans son établissement, un système de vidéosurveillance comportant quatre caméras intérieures fixes, en conformité avec le plan produit, sous le numéro :

54.06.0061

**ARTICLE 2** – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

**ARTICLE 3** – La personne chargée du droit d'accès aux images est M. Philippe CONVARD, gérant de l'établissement.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

**ARTICLE 4** – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

**ARTICLE 5** – Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

**ARTICLE 6** – Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

**ARTICLE 7** – M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à M. Philippe CONVARD, gérant de l'établissement, M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire, M. le directeur départemental de la sécurité publique, M. le maire de Saint-Nicolas-de-Port.

NANCY, le 28 juillet 2006

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur de la réglementation  
Mohand AZZI

*Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.*

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée, d'orientation et de programmation relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1;  
Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéosurveillance;  
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;  
Vu la demande présentée le 26 avril 2006 par M. Jean FAUCHEREAU, président-directeur général de la société exploitant la bijouterie FAUCHEREAU, située 11 place Duroc 54700 PONT-A-MOUSSON;  
Vu le récépissé en date du 21 juin 2006 ;  
Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 26 juin 2006;  
Considérant la finalité du système;  
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées;  
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

## ARRETE

**ARTICLE 1er** – M. Jean FAUCHEREAU, président-directeur général de la société exploitant la bijouterie FAUCHEREAU, située 11 place Duroc 54700 PONT-A-MOUSSON, est autorisé à installer, dans son établissement, un système de vidéosurveillance comportant sept caméras intérieures fixes et une caméra intérieure mobile, en conformité avec le plan produit, sous le numéro :

54.06.0062

**ARTICLE 2** – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

**ARTICLE 3** – La personne chargée du droit d'accès aux images est M. Jean FAUCHEREAU, PDG de la société exploitant le magasin.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 7 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à M. Jean FAUCHEREAU, PDG de la société exploitant le magasin, M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire, M. le directeur départemental de la sécurité publique, M. le maire de Pont-à-Mousson.

NANCY, le 28 juillet 2006

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur de la réglementation,  
Mohand AZZI

*Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.*

#### LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée, d'orientation et de programmation relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu la demande présentée le 3 avril 2006 par M. Guy JOURDAN, président-directeur général de la société « CILOMATE Transports », sise avenue de Nancy 54801 JARNY;

Vu le récépissé en date du 21 juin 2006 ;

Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 26 juin 2006;

Considérant la finalité du système;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

#### ARRETE

ARTICLE 1er – M. Guy JOURDAN, président-directeur général de la société « CILOMATE transports », sise avenue de Nancy 54801 JARNY, est autorisé à installer, sur le site de son établissement, un système de vidéosurveillance comportant une caméra intérieure fixe et quatre caméras extérieures mobiles, en conformité avec le plan produit, sous le numéro :

54.06.0063

ARTICLE 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

ARTICLE 3 - La personne chargée du droit d'accès aux images est M. Guy JOURDAN, PDG de la société.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 7 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à M. Guy JOURDAN, PDG de la société, M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire, M. le directeur départemental de la sécurité publique, M. le maire de Jarny, M. le sous-préfet de Briey.

NANCY, le 28 juillet 2006

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur de la réglementation,  
Mohand AZZI

*Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.*

#### LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée, d'orientation et de programmation relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu la demande présentée le 2 mai 2006 par M. Olivier DEREMETZ, gérant de la société « DERELEC », sise 452 rue de l'Escadrille des Cigognes, ZI « Croix de Metz » 54200 TOUL;

Vu le récépissé en date du 21 juin 2006 ;

Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 26 juin 2006;

Considérant la finalité du système;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

#### ARRETE

ARTICLE 1er – M. Olivier DEREMETZ, gérant de la société « DERELEC », sise 452 rue de l'Escadrille des Cigognes, ZI « Croix de Metz » 54200 TOUL, est autorisé à installer, sur le site de son établissement, un système de vidéosurveillance comportant quatre caméras intérieures fixes et cinq caméras extérieures fixes, en conformité avec le plan produit, sous le numéro :

54.06.0064

ARTICLE 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

ARTICLE 3 - La personne chargée du droit d'accès aux images est M. Olivier DEREMETZ, gérant de la société.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 7 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à M. Olivier DEREMETZ, gérant de la société, M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire, M. le directeur départemental de la sécurité publique, M. le maire de Toul, M. le sous-préfet de Toul.

NANCY, le 28 juillet 2006

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur de la réglementation,  
Mohand AZZI

*Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.*



## LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée, d'orientation et de programmation relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu la demande présentée le 2 juin 2006 par Mme Françoise GODFROY, gérante du bureau de tabac situé 37 avenue du Général Leclerc 54130 Saint-Max;

Vu le récépissé en date du 21 juin 2006 ;

Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 26 juin 2006;

Considérant la finalité du système;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

## ARRETE

**ARTICLE 1er** – Mme Françoise GODFROY, gérante du bureau de tabac situé 37 avenue du Général Leclerc 54130 Saint-Max, est autorisée à installer, dans son établissement, un système de vidéosurveillance comportant trois caméras intérieures fixes, en conformité avec le plan produit, sous le numéro :

54.06.0065

**ARTICLE 2** – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

**ARTICLE 3** – La personne chargée du droit d'accès aux images est Mme Françoise GODFROY, gérante de l'établissement.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

**ARTICLE 4** – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

**ARTICLE 5** – Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

**ARTICLE 6** – Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

**ARTICLE 7** – M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à Mme Françoise GODFROY, gérante de l'établissement, M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire, M. le directeur départemental de la sécurité publique, M. le maire de Saint-Max.

NANCY, le 28 juillet 2006

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur de la réglementation,  
Mohand AZZI

*Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.*

## LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée, d'orientation et de programmation relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu la demande présentée le 8 avril 2006 par Mme Danièle DEROSI, exploitante de la bijouterie - joaillerie « NORA », située 14 rue Saint-Georges 54000 NANCY;

Vu le récépissé en date du 21 juin 2006 ;

Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 26 juin 2006;

Considérant la finalité du système;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

## ARRETE

**ARTICLE 1er** – Mme Danièle DEROSI, exploitante de la bijouterie – joaillerie « NORA », située 14 rue Saint-Georges 54000 NANCY, est autorisée à installer, sur le site du magasin, un système de vidéosurveillance comportant une caméra intérieure fixe et une caméra extérieure fixe, en conformité avec le plan produit, sous le numéro :

54.06.0066

**ARTICLE 2** – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

**ARTICLE 3** – La personne chargée du droit d'accès aux images est Mme Danièle DEROSI, responsable du magasin.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

**ARTICLE 4** – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

**ARTICLE 5** – Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

**ARTICLE 6** – Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

**ARTICLE 7** – M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à Mme Danièle DEROSI, responsable du magasin, M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire, M. le directeur départemental de la sécurité publique, M. le maire de Nancy.

NANCY, le 28 juillet 2006

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur de la réglementation,  
Mohand AZZI

*Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.*

## LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée, d'orientation et de programmation relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu la demande présentée le 9 mai 2006 par M. Pascal DRENERI, gérant de la société « Royal Clean Car », située Centre Commercial Saint-Sébastien, rue Cyfflé 54000 Nancy;

Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 26 juin 2006;

Considérant la finalité du système;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

## ARRETE

**ARTICLE 1er** – M. Pascal DRENERI, gérant de la société « Royal Clean Car », située Centre Commercial Saint-Sébastien, rue Cyfflé 54000 Nancy, est autorisé à installer, sur le site de son établissement, un système de vidéosurveillance comportant une caméra intérieure fixe et trois caméras extérieures fixes, en conformité avec le plan produit, sous le numéro :

54.06.0067

ARTICLE 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

ARTICLE 3 - La personne chargée du droit d'accès aux images est M. Pascal DRENERI, gérant de l'établissement.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 7 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à M. Pascal DRENERI, gérant de l'établissement, M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire, M. le directeur départemental de la sécurité publique, M. le maire de Nancy.

NANCY, le 28 juillet 2006

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur de la réglementation,  
Mohand AZZI

*Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.*

#### LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée, d'orientation et de programmation relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu la demande présentée le 6 juin 2006 par M. Thierry CERVILLIER, gérant du bureau de tabac – point presse « Le Brazza », situé 8 rue de Malzéville 54000 NANCY;

Vu le récépissé en date du 21 juin 2006 ;

Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 26 juin 2006;

Considérant la finalité du système;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

#### ARRETE

ARTICLE 1er – M. Thierry CERVILLIER, gérant du bureau de tabac – point presse « Le Brazza », situé 8 rue de Malzéville 54000 NANCY, est autorisé à installer, dans son établissement, un système de vidéosurveillance comportant deux caméras intérieures fixes, en conformité avec le plan produit, sous le numéro :

54.06.0068

ARTICLE 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

ARTICLE 3 - La personne chargée du droit d'accès aux images est M. Thierry CERVILLIER, gérant de l'établissement.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 7 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à M. Thierry CERVILLIER, gérant de l'établissement, M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire, M. le directeur départemental de la sécurité publique, M. le maire de Nancy.

NANCY, le 28 juillet 2006

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur de la réglementation,  
Mohand AZZI

*Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.*

#### LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée, d'orientation et de programmation relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu la demande présentée le 25 avril 2006 par M. Wilfrid STRAUSS, directeur du Centre Hospitalier Saint-Charles, situé 1 cours Raymond Poincaré 54201 TOUL;

Vu le récépissé en date du 21 juin 2006 ;

Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 26 juin 2006;

Considérant la finalité du système;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

#### ARRETE

ARTICLE 1er – M. Wilfrid STRAUSS, directeur du Centre Hospitalier Saint-Charles, situé 1 cours Raymond Poincaré 54201 TOUL, est autorisé à installer, sur le site de l'établissement, un système de vidéosurveillance comportant quatre caméras extérieures fixes, en conformité avec le plan produit, sous le numéro :

54.06.0069

ARTICLE 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

ARTICLE 3 - La personne chargée du droit d'accès aux images est le coordonnateur du pôle logistique de l'établissement.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 7 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à M. Wilfrid STRAUSS, directeur de l'établissement, M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de

l'aménagement du territoire, M. le directeur départemental de la sécurité publique, Mme la maire de Toul, M. le sous-préfet de Toul.  
NANCY, le 28 juillet 2006

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur de la réglementation,  
Mohand AZZI

*Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.*

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée, d'orientation et de programmation relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1;  
Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéosurveillance;  
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;  
Vu la demande présentée le 21 avril 2006 par M. le maire de 54720 LEXY;  
Vu le récépissé en date du 21 juin 2006;  
Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 26 juin 2006;  
Considérant la finalité du système;  
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées;  
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

ARRETE

**ARTICLE 1er** – M. le maire de LEXY (54720) est autorisé à installer, dans la salle municipale située 6 rue du Maréchal Foch 54720 LEXY, un système de vidéosurveillance comportant une caméra extérieure mobile et deux caméras extérieures fixes, en conformité avec le plan produit, sous le numéro :

54.06.0070

**ARTICLE 2** – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

**ARTICLE 3** - La personne chargée du droit d'accès aux images est le maire de LEXY.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

**ARTICLE 4** – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

**ARTICLE 5** - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

**ARTICLE 6** - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

**ARTICLE 7** - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à M. le maire de LEXY, M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire, M. le commandant du groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, M. le sous-préfet de Briey.

NANCY, le 28 juillet 2006

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur de la réglementation,  
Mohand AZZI

*Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.*

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée, d'orientation et de programmation relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1;  
Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéosurveillance;  
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;  
Vu la demande présentée le 6 avril 2006 par M. Mehdi AINSEBA, gérant du piano-bar « Quai'Son », situé 4 quai Claude Le Lorrain 54000 NANCY;  
Vu le récépissé en date du 21 juin 2006;  
Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 26 juin 2006;  
Considérant la finalité du système;  
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées;  
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

ARRETE

**ARTICLE 1er** – M. Mehdi AINSEBA, gérant du piano-bar « Quai'Son », situé 4 quai Claude Le Lorrain 54000 NANCY, est autorisé à installer, sur le site de son établissement, un système de vidéosurveillance comportant une caméra intérieure fixe et trois caméras extérieures fixes, en conformité avec le plan produit, sous le numéro :

54.06.0071

**ARTICLE 2** – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

**ARTICLE 3** - La personne chargée du droit d'accès aux images est M. Mehdi AINSEBA, gérant de l'établissement.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

**ARTICLE 4** – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

**ARTICLE 5** - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

**ARTICLE 6** - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

**ARTICLE 7** - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à M. Mehdi AINSEBA, gérant de l'établissement, M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire, M. le directeur départemental de la sécurité publique, M. le maire de Nancy.

NANCY, le 28 juillet 2006

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur de la réglementation,  
Mohand AZZI

*Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.*

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée, d'orientation et de programmation relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1;  
Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéosurveillance;  
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;  
Vu la demande présentée par M. Etienne DEMARQUE, exploitant du magasin de jouets « Nancy Toys » à l'enseigne « King Jouet », situé « La porte Verte », avenue de Saulxures 54270 ESSEY-Lès-NANCY;  
Vu le récépissé en date du 21 juin 2006;  
Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 26 juin 2006;

Considérant la finalité du système;  
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées;  
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

## ARRETE

**ARTICLE 1er** – M. Etienne DEMARQUE, exploitant du magasin de jouets « Nancy Toys » à l'enseigne « King Jouet », situé « La Porte Verte », avenue de Saulxures 54270 ESSEY-Lès-NANCY, est autorisé à installer, dans son établissement, un système de vidéosurveillance comportant quatre caméras intérieures mobiles et une caméra intérieure fixe, en conformité avec le plan produit, sous le numéro :

54.06.0072

**ARTICLE 2** – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

**ARTICLE 3** – La personne chargée du droit d'accès aux images est M. Etienne DEMARQUE, exploitant du magasin.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

**ARTICLE 4** – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

**ARTICLE 5** – Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

**ARTICLE 6** – Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

**ARTICLE 7** – M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à M. Etienne DEMARQUE, exploitant du magasin, M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire, M. le directeur départemental de la sécurité publique, M. le maire d'ESSEY-Lès-NANCY.  
NANCY, le 8 juillet 2006

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur de la réglementation  
Mohand AZZI

*Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.*

## LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée, d'orientation et de programmation relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu la demande présentée le 11 avril 2006 par M. Etienne DEMARQUE, exploitant du magasin de jouets « Hello Toys » à l'enseigne « King Jouet », situé « Le Saule Gaillard », 54390 FROUARD;

Vu le récépissé en date du 21 juin 2006 ;

Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 26 juin 2006;

Considérant la finalité du système;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

## ARRETE

**ARTICLE 1er** – M. Etienne DEMARQUE, exploitant du magasin de jouets « Hello Toys » à l'enseigne « King Jouet », situé « Le Saule Gaillard », 54390 FROUARD, est autorisé à installer, dans son établissement, un système de vidéosurveillance comportant quatre caméras intérieures mobiles et une caméra intérieure fixe, en conformité avec le plan produit, sous le numéro :

54.06.0073

**ARTICLE 2** – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

**ARTICLE 3** – La personne chargée du droit d'accès aux images est M. Etienne DEMARQUE, exploitant du magasin.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

**ARTICLE 4** – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

**ARTICLE 5** – Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

**ARTICLE 6** – Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

**ARTICLE 7** – M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à M. Etienne DEMARQUE, exploitant du magasin, M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire, M. le commandant du groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, M. le maire de Frouard.  
NANCY, le 28 juillet 2006

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur de la réglementation  
Mohand AZZI

*Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.*

## LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée, d'orientation et de programmation relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu la demande présentée le 29 mai 2006 par M. le maire de CHAMPIGNEULLES (54250);

Vu le récépissé en date du 21 juin 2006 ;

Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 26 juin 2006;

Considérant la finalité du système;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

## ARRETE

**ARTICLE 1er** – M. le maire de CHAMPIGNEULLES est autorisé à installer, sur le site du centre technique municipal, un système de vidéosurveillance comportant deux caméras extérieures mobiles, en conformité avec le plan produit, sous le numéro :

54.06.0074

**ARTICLE 2** – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

**ARTICLE 3** – La personne chargée du droit d'accès aux images est M. le maire de CHAMPIGNEULLES.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

**ARTICLE 4** – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

**ARTICLE 5** – Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

**ARTICLE 6** - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

**ARTICLE 7** - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à M. le maire de Champigneulle, M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire, M. le commandant du groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle.

NANCY, le 28 juillet 2006

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur de la réglementation  
Mohand AZZI

*Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.*

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée, d'orientation et de programmation relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu la demande présentée le 10 mai 2006 par M. Denis BUFFA, exploitant du magasin « Easy Cash », situé 10 rue d'Alberville 54500 VANDOEUVRE-Lès-NANCY;

Vu le récépissé en date du 21 juin 2006 ;

Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 26 juin 2006;

Considérant la finalité du système;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

ARRETE

**ARTICLE 1er** – M. Denis BUFFA, exploitant du magasin « Easy Cash », situé 10 rue d'Alberville 54500 VANDOEUVRE-Lès-NANCY, est autorisé à installer, dans son magasin, un système de vidéosurveillance comportant huit caméras intérieures fixes, en conformité avec le plan produit, sous le numéro :

54.06.0075

**ARTICLE 2** – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

**ARTICLE 3** - La personne chargée du droit d'accès aux images est M. Denis BUFFA, exploitant du magasin.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

**ARTICLE 4** – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

**ARTICLE 5** - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

**ARTICLE 6** - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

**ARTICLE 7** - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à M. Denis BUFFA, exploitant du magasin, M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire, M. le directeur départemental de la sécurité publique, Mme la maire de Vandoeuvre-Lès-Nancy.

NANCY, le 28 juillet 2006

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur de la réglementation  
Mohand AZZI

*Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.*

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée, d'orientation et de programmation relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu la demande présentée le 18 avril 2006 par le syndicat des copropriétaires du Trident représenté par « Gestrim », syndic situé 11 bis rue de la Craffe 54000 NANCY;

Vu le récépissé en date du 21 juin 2006 ;

Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 26 juin 2006;

Considérant la finalité du système;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

ARRETE

**ARTICLE 1er** – Le syndicat des copropriétaires du Trident représenté par « Gestrim », situé 11 bis rue de la Craffe 54000 NANCY, est autorisé à installer, sur le site de cette résidence, 6 rue Cyfflé 54000 NANCY, un système de vidéosurveillance comportant cinq caméras extérieures fixes, une caméra intérieure mobile et huit caméras intérieures fixes, en conformité avec le plan produit, sous le numéro :

54.06.0076

**ARTICLE 2** – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

**ARTICLE 3** – L'organisme chargé du droit d'accès aux images est le syndicat des copropriétaires du Trident, représenté par « Gestrim ».

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

**ARTICLE 4** – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

**ARTICLE 5** - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

**ARTICLE 6** - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

**ARTICLE 7** - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à M. Jean-Yves PERTIN, agissant au nom du syndicat des copropriétaires, M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire, M. le directeur départemental de la sécurité publique, M. le maire de Nancy.

NANCY, le 28 juillet 2006

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur de la réglementation  
Mohand AZZI

*Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.*

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée, d'orientation et de programmation relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;  
Vu la demande présentée le 9 juin 2006 par la Communauté Urbaine du Grand Nancy, en vue de l'installation d'un système de vidéosurveillance sur le site du carrefour : avenue du 20<sup>ème</sup> Corps / boulevard du 21<sup>ème</sup> R.A ;  
Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 26 juin 2006;  
Considérant la finalité du système;  
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées;  
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

## ARRETE

ARTICLE 1er – M. le président de la Communauté Urbaine du Grand Nancy est autorisé à installer, sur le site du carrefour : avenue du 20<sup>ème</sup> Corps / boulevard du 21<sup>ème</sup> R.A à NANCY, un système de vidéosurveillance comportant une caméra extérieure mobile, en conformité avec le plan produit, sous le numéro :

54.06.0077

ARTICLE 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

ARTICLE 3 – Le service chargé du droit d'accès aux images est le Pôle Déplacements (service circulation) de la Communauté Urbaine du Grand Nancy.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 5 – Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 6 – Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 7 – M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à M. le président de la Communauté Urbaine du Grand Nancy, M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire, M. le directeur départemental de la sécurité publique.

NANCY, le 20 juillet 2006

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général  
Marc BURG

*Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.*

## LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée, d'orientation et de programmation relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu la demande présentée le 18 mai 2006 par la Communauté Urbaine du Grand Nancy, en vue de l'installation d'un système de vidéosurveillance sur le site du rond-point Marcel Brot à NANCY ;

Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 26 juin 2006;

Considérant la finalité du système;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

## ARRETE

ARTICLE 1er – M. le président de la Communauté Urbaine du Grand Nancy est autorisé à installer, sur le site du rond-point Marcel Brot à NANCY, un système de vidéosurveillance comportant une caméra extérieure mobile, en conformité avec le plan produit, sous le numéro :

54.06.0078

ARTICLE 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

ARTICLE 3 – Le service chargé du droit d'accès aux images est le Pôle Déplacements (service circulation) de la Communauté Urbaine du Grand Nancy.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 5 – Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 6 – Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 7 – M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à M. le président de la Communauté Urbaine du Grand Nancy, M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire, M. le directeur départemental de la sécurité publique.

NANCY, le 20 juillet 2006

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général  
Marc BURG

*Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.*

## LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée, d'orientation et de programmation relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu la demande présentée le 20 juin 2006 par Mme la maire de SAULXURES-Lès-NANCY ;

Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 26 juin 2006;

Considérant la finalité du système;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

## ARRETE

ARTICLE 1er – Mme la maire de SAULXURES-Lès-NANCY est autorisée à installer, sur le site de l'Hôtel de Ville, un système de vidéosurveillance comportant deux caméras extérieures mobiles, en conformité avec le plan produit, sous le numéro :

54.06.0079

ARTICLE 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

ARTICLE 3 – L'organisme chargé du droit d'accès aux images est le conseil syndical de la résidence.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 5 – Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

**ARTICLE 6** - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

**ARTICLE 7** - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à Mme la maire de SAULXURES-Lès-NANCY, M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire, M. le directeur départemental de la sécurité publique.

NANCY, le 28 juin 2006

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur de la réglementation  
Mohand AZZI

*Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.*

#### LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée, d'orientation et de programmation relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu la demande présentée le 2 juin 2006 par le service sécurité de la Banque Populaire Lorraine Champagne, sise 3 rue François de Cures 57021 METZ;

Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 26 juin 2006;

Considérant la finalité du système;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

#### ARRETE

**ARTICLE 1er** – La direction de la Banque Populaire Lorraine Champagne, sise 3 rue François de Cures 57021 METZ, est autorisée à installer un système de vidéosurveillance sur le site de son agence située 1 rue Saint-Lambert 54000 NANCY, sous le numéro :

54.06.0080

**ARTICLE 2** – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

**ARTICLE 3** - Le service chargé du droit d'accès aux images est : « Inspection siège » de la B.P.L.C - 3, rue François de Cures - 57021 METZ

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

**ARTICLE 4** – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

**ARTICLE 5** - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

**ARTICLE 6** - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

**ARTICLE 7** - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à M. le directeur de la B.P.L.C à Metz, M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire, M. le directeur départemental de la sécurité publique, M. le maire de Nancy.

NANCY, le 21 août 2006

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
Le sous-préfet de LUNEVILLE  
Eric MAIRE

*Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.*

#### Arrêtés modifiant l'installation d'un système de vidéosurveillance

#### LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée, d'orientation et de programmation relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu l'arrêté préfectoral du 29 juin 2005 délivrant l'autorisation n° 54.05.0001 à M. Philippe MACE, gérant de la société « Prométhée », sise route de Mayenne NIAFLES 53810 CHANGE;

Vu la demande complémentaire présentée le 28 avril 2006 par M. Philippe MACE en vue d'être autorisé à ajouter une caméra intérieure;

Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 26 juin 2006;

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

#### ARRETE

**ARTICLE 1er** – L'arrêté du 29 juin 2005 délivrant l'autorisation n°

54.05.0001

est modifié comme suit :

**Article 1er** - M. Philippe MACE, gérant de la société « Prométhée », sise route de Mayenne NIAFLES 53810 CHANGE, est autorisé à installer, sur le site du magasin à l'enseigne « Complicité », situé Centre Commercial Saint-Sébastien 54045 NANCY, un système de vidéosurveillance comportant cinq caméras intérieures fixes, en conformité avec le plan produit.

**Article 2** - La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

**Article 3** - La personne chargée du droit d'accès aux images est le (la) responsable sécurité du magasin.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

**Article 4** - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

**Article 5** - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

**Article 6** - Tout manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

**ARTICLE 2** - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à M. Philippe MACE, gérant de la société « Prométhée », M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire, M. le directeur départemental de la sécurité publique, M. le maire de Nancy.

NANCY, le 21 août 2006

Pour le Préfet  
et par délégation,  
Le sous-préfet de Lunéville  
Eric MAIRE

*Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.*

## LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée, d'orientation et de programmation relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1;  
Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;  
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;  
Vu l'arrêté préfectoral du 2 novembre 2004 délivrant l'autorisation n° 54.04.0057 à M. le maire de 54720 LEXY;  
Vu la demande complémentaire présentée le 25 avril 2006 par M. le maire de LEXY en vue d'être autorisé à ajouter une caméra extérieure;  
Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 26 juin 2006;  
Considérant la finalité du système;  
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées;  
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

## ARRETE

ARTICLE 1er – L'arrêté du 2 novembre 2004 délivrant l'autorisation n°

54.04.0057

est modifié comme suit :

Article 1<sup>er</sup>- M. le maire de LEXY est autorisé à installer, sur le site de l'Hôtel de Ville de sa commune, un système de vidéosurveillance comportant une caméra extérieure mobile et deux caméras extérieures fixes, en conformité avec le plan produit.

Article 2- La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3- La personne chargée du droit d'accès aux images est M. le maire de LEXY.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4- Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5- Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6- Tout manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 2 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à M. le maire de LEXY, M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire, M. le commandant du groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, M. le sous-préfet de Briey.  
NANCY, le 21 août 2006

Pour le préfet  
Et par délégation,  
Le sous-préfet de LUNEVILLE  
Eric MAIRE

*Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.*

## LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée, d'orientation et de programmation relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1;  
Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;  
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;  
Vu l'arrêté préfectoral du 26 août 2005 délivrant l'autorisation n° 54.05.0083 à M. Robert TRITZ, gérant du magasin « Scoot & CB », situé 10 avenue Jeanne d'Arc 54500 VANDOEUVRE-Lès-NANCY;  
Vu la demande complémentaire présentée le 29 mai 2006 par M. Robert TRITZ en vue d'être autorisé à ajouter deux caméras extérieures;  
Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 26 juin 2006;  
Considérant la finalité du système;  
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées;  
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

## ARRETE

ARTICLE 1er – L'arrêté du 26 août 2005 délivrant l'autorisation n°

54.05.0083

est modifié comme suit :

Article 1<sup>er</sup>- M. Robert TRITZ, gérant du magasin « Scoot & CB », situé 10 avenue Jeanne d'Arc 54500 VANDOEUVRE-Lès-NANCY, est autorisé à installer, sur le site de son établissement, un système de vidéosurveillance comportant trois caméras intérieures fixes et trois caméras extérieures fixes, en conformité avec le plan produit.

Article 2- La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3- La personne chargée du droit d'accès aux images est M. Robert TRITZ, gérant du magasin.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4- Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5- Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6- Tout manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 2 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à M. Robert TRITZ, gérant du magasin, M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire, M. le directeur départemental de la sécurité publique, Mme la maire de Vandoeuvre-Lès-Nancy.  
NANCY, le 21 août 2006

Pour le préfet  
et par délégation,  
Le sous-préfet de LUNEVILLE  
Eric MAIRE

*Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.*

## LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée, d'orientation et de programmation relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1;  
Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;  
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;  
Vu l'arrêté préfectoral du 3 avril 1997 délivrant l'autorisation n° 54.97.0008 à la direction du magasin « Printemps », sis 2 avenue Foch 54000 NANCY;  
Vu la demande complémentaire présentée le 28 avril 2006 par Mme Roselyne SKARA, directrice du magasin;  
Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 26 juin 2006;  
Considérant la finalité du système;  
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées;  
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;



## ARRETE

ARTICLE 1er – L'arrêté du 3 avril 1997 délivrant l'autorisation n°

54.97.0008

est modifié comme suit :

Article 1<sup>er</sup> - Mme Roselyne SKARA, directrice du magasin «Printemps », situé 2 avenue Foch 54000 NANCY, est autorisée à installer, sur le site de l'établissement, un système de vidéosurveillance comportant dix caméras intérieures mobiles et sept caméras intérieures fixes, en conformité avec le plan produit.

Article 2 - La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 - La personne chargée du droit d'accès aux images est le (la) responsable sécurité du magasin.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

**ARTICLE 2** - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à Mme Roselyne SKARA, directrice du magasin, M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire, M. le directeur départemental de la sécurité publique, M. le maire de Nancy.

NANCY, le 21 août 2006

Pour le préfet  
et par délégation,  
Le sous-préfet de LUNEVILLE  
Eric MAIRE

*Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.*

**DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES  
BUREAU DU MANAGEMENT STRATEGIQUE DES SERVICES DE L'ETAT ET DES AFFAIRES FINANCIERES**

**Arrêté préfectoral n° 06.BMSSE.29 accordant délégation de signature à Monsieur Jérôme NORMAND,  
Sous-Préfet chargé de mission auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle**

**LE PREFET DE MEURTHE- ET- MOSELLE**

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi du 28 pluviôse An VIII, relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;  
VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles relatifs au contrôle de légalité des collectivités territoriales et au contrôle budgétaire ;  
VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;  
VU la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 modifiant et complétant la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 et précisant les nouvelles conditions d'exercice du contrôle administratif sur les actes des autorités communales, départementales et régionales ;  
VU la loi d'orientation N° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la République ;  
VU l'article 25 III de la loi N° 99-553 du 25 juin 1999, relatif à l'action du sous-préfet d'arrondissement ;  
VU le décret N° 95-486 du 27 avril 1995 relatif aux pouvoirs des sous-préfets ;  
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;  
VU le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 2 décembre 2004 nommant Monsieur Claude BALAND préfet de Meurthe-et-Moselle ;  
VU le décret du Président de la République en date du 28 juillet 2006 nommant Monsieur Jérôme NORMAND, sous-préfet, en qualité de sous-préfet chargé de mission pour la politique de la ville auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle ;  
VU l'arrêté préfectoral du 2 décembre 2005 modifiant l'organisation des services de la préfecture ;  
Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

**A R R E T E**

**ARTICLE PREMIER** : Monsieur Jérôme NORMAND est désigné comme sous-préfet chargé de mission pour la politique de la ville auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle. A ce titre, il est notamment chargé d'assurer :

- le suivi de la mise en œuvre du plan de cohésion sociale et des mesures visant à promouvoir l'égalité des chances, la citoyenneté et l'intégration,
- l'animation et la coordination de la politique de la ville sur l'ensemble du département de Meurthe-et-Moselle,
- le suivi du contrat urbain de cohésion sociale de l'agglomération de Nancy,
- le suivi des dossiers relevant du développement économique et les relations économiques avec les entreprises,
- le suivi du dispositif de traitement des situations de surendettement des particuliers de l'arrondissement de Nancy.

Monsieur Jérôme NORMAND représentera le préfet dans les réunions nationales ou locales sur la cohésion sociale et sur la politique de la ville, ainsi que dans les comités de pilotage des dispositifs relevant de la politique de la ville, du domaine de l'emploi et du développement économique, de la promotion de l'égalité des chances, de la citoyenneté et de l'intégration.

A ce titre, il présidera le service public de l'emploi local de l'arrondissement de Nancy, la commission d'examen des situations de surendettement de la communauté urbaine du Grand Nancy en liaison avec le directeur du développement durable et des politiques interministérielles (D.D.P.I.) et pourra être amené à présider la commission pour la promotion de l'égalité des chances et la citoyenneté (C.O.P.E.C.).

**ARTICLE 2** : Dans le cadre des missions qui lui sont confiées à l'article premier du présent arrêté, délégation de signature est donnée à Monsieur Jérôme NORMAND à l'effet de signer tous actes, arrêtés, correspondances et documents administratifs, à l'exception des arrêtés et conventions attributifs de subvention.

**ARTICLE 3** : Délégation de signature est donnée à Monsieur Jérôme NORMAND pour la signature des lettres d'observation faites au titre du contrôle de légalité et du contrôle des actes à caractère budgétaire, des collectivités de l'arrondissement chef-lieu, à l'exception des communes membres de la communauté urbaine du Grand Nancy et des communes et des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de plus de 15 000 habitants.

**ARTICLE 4** : Délégation de signature est donnée dans le cadre des permanences des samedis, dimanches et jours fériés, en sa qualité de membre du corps préfectoral, à Monsieur Jérôme NORMAND, sur l'ensemble du département pour :

- la signature des arrêtés de reconduite à la frontière,
- la signature des arrêtés d'hospitalisation d'office (articles L. 3213-1 à L. 3213-10 du code de la santé publique),
- la signature des arrêtés de suspension administrative des permis de conduire,
- la signature, à titre exceptionnel, de toute décision nécessitée par une situation d'urgence,
- les décisions ordonnant la remise et la saisie d'armes et de munitions si le comportement ou l'état de santé de la personne détentrice présente un danger grave et imminent pour elle-même ou pour autrui (article 7 de la loi 2001-1062 du 15 novembre 2001),
- les décisions de maintien d'étrangers en situation irrégulière dans des locaux ne relevant pas de l'administration pénitentiaire,
- les décisions fixant le pays de renvoi dans le cadre des reconduites à la frontière.

**ARTICLE 5** : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Marc BURG, secrétaire général de la préfecture, la délégation qui lui est consentie est exercée par Monsieur Jérôme NORMAND qui assure l'intérim des fonctions de secrétaire général de la préfecture.

**ARTICLE 6** : Monsieur le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution de cet arrêté qui sera affiché et publié au recueil des actes administratifs, notifié à Monsieur Jérôme NORMAND, sous-préfet, chargé de mission pour la politique de la ville, et dont une copie sera adressée à Monsieur le directeur de Cabinet ainsi qu'à Monsieur le trésorier-payeur général.

A NANCY, le 9 septembre 2006

Le préfet,  
Claude BALAND

## SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

## AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

**Arrêté A.R.H. de Lorraine n°43/06 du 1<sup>er</sup> septembre 2006 portant délégation de signature à Madame Christiane PERNET, Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE RÉGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la santé publique et notamment les articles L6115-3 et l'article R. 710-17-2,

VU la Convention Constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine en date du 31 décembre 1996,

VU la nomination du Dr Antoine PERRIN, au Conseil des Ministres du 30/08/06, dans les fonctions de directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine,

VU l'arrêté du 10 octobre 2005 portant nomination de Madame Christiane PERNET dans les fonctions de directrice départementale, des affaires sanitaires et sociales de Meurthe et Moselle à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2005,

VU l'arrêté n°02833 du 6 octobre 2000 portant nomination de Monsieur Jean-François LHUILLIER dans les fonctions de directeur adjoint de la D.D.A.S.S. de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté n°01024 du 23 avril 2004 portant nomination de Madame Myriam BERG dans les fonctions de directrice-adjointe de la D.D.A.S.S. de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté n°02445 du 24 juillet 2002 portant nomination de Madame Irène DELFORGE dans les fonctions d'inspectrice principale à la D.D.A.S.S. de Meurthe et Moselle,

## ARRÊTE

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** - Délégation est donnée à Madame Christiane PERNET, directrice départementale, des affaires sanitaires et sociales de Meurthe et Moselle, à l'effet de signer dans le cadre des attributions et compétences de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine s'exerçant dans ce département :

**A/ En ce qui concerne les établissements publics de santé :**

Les décisions relatives à l'exercice du contrôle de légalité défini par l'article L. 6143-4- 1<sup>er</sup> du code de la santé publique,

- à l'exclusion de celles justifiant :

- . la saisine, pour avis, de la chambre régionale des comptes et la demande conjointe d'un sursis à exécution ;
- . le déferé au tribunal administratif, des délibérations estimées illégales ;

Les décisions relatives à l'approbation détaillée par les articles L. 6143-4- 2<sup>e</sup>, L. 6145- 1 et 4 et L. 6161-7 du code de la santé publique à l'exception de celles concernant :

- le projet d'établissement y compris le projet médical,
- les programmes d'investissement relatifs aux travaux et équipements matériels lourds,
- les conventions passées en application de l'article 6 de l'ordonnance n° 58-1373 du 30 décembre 1958 des textes pris pour son application et de l'article L. 6161-10 du code de la santé publique,
- le tableau des emplois médicaux ainsi que le renouvellement des chefs de service ou de département mentionnées aux articles L. 6146-3 et 6151-3 du code de la santé publique ;

Les décisions d'approbation des contrats fixant les modalités d'exercice de l'activité libérale des praticiens temps plein, en application des dispositions de l'article L. 6154-4 du code de la santé publique, à l'exception des décisions de suspension et de retrait ;

Les décisions autorisant les médecins généralistes à dispenser à l'hôpital local au titre de leur activité libérale des soins de courte durée et éventuellement des soins de suite ou de longue durée, en application des dispositions de l'article R. 711-6-10 du code de la santé publique, à l'exception des décisions de radiation de la liste des médecins autorisés.

Les décisions désignant le médecin responsable de la coordination des activités médicales dans les hôpitaux locaux, en application des dispositions de l'article R. 711-6-18 du code de la santé publique.

**B/ En ce qui concerne les établissements privés admis à participer au service public hospitalier et les établissements privés à but non lucratif sous dotation globale :**

Les décisions relatives au budget et aux décisions modificatives telles que prévues aux articles L. 6145-1 à L. 6145-4 du code de la santé publique.

**C/ En ce qui concerne l'ensemble des établissements publics et privés :**

Les transmissions au Ministre Chargé de la Santé des dossiers relevant du Comité national de l'organisation sanitaire et sociale.

Les lettres ayant pour objet au titre de l'article R. 712-40 du code de la santé publique de reconnaître complets ou non les dossiers déposés dans le cadre de demande d'autorisations ou de renouvellement d'autorisations.

**ARTICLE 2** – En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Christiane PERNET, la délégation qui lui est accordée sera exercée par Monsieur Jean-François LHUILLIER, directeur adjoint, et par Madame Myriam BERG, directrice-adjointe, ainsi que par Madame Irène DELFORGE en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-François LHUILLIER et de Madame Myriam BERG.

**ARTICLE 3** – La directrice départementale, par intérim, des affaires sanitaires et sociales de Meurthe et Moselle est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

**ARTICLE 4** - Cet arrêté abroge et remplace l'arrêté n° 13/05 du 31 octobre 2005.

Nancy, le 1<sup>er</sup> septembre 2006

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine,  
Dr Antoine PERRIN

*Les présentes mesures peuvent être contestées par voie de recours administratif ou par voie de contentieux devant la juridiction administrative compétente dans le délai de deux mois à compter de sa notification*

**Arrêté A.R.H. de Lorraine n° 47/06 du 1<sup>er</sup> septembre 2006 portant délégation de signature**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE RÉGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la santé publique et notamment les articles L.6115-3 et R.710-17-2,

VU la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel de la république française du 10 janvier 1997,

VU la nomination du Dr Antoine PERRIN, au Conseil des Ministres du 30/08/06, dans les fonctions de directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine,

VU l'arrêté n°69/04 du 1<sup>er</sup> juin 2004 du Directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine nommant Danielle MOUFFARD dans les fonctions de directrice-adjointe,

VU l'arrêté n°256 du 18 avril 2005 portant détachement du Docteur Eliane PIQUET à l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine à compter du 1<sup>er</sup> mars 2005,

VU La délégation de signature donnée à Christiane PERNET, Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de la Meurthe et Moselle en date du 31 août 2006,

VU La délégation de signature donnée à Elisabeth CHEVALLIER, Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de la Moselle en date du 31 août 2006,

VU La délégation de signature donnée à Annie MOLON, Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales des Vosges en date du 31 août 2006,

VU La délégation de signature donnée Karine STEBLER, Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de la Meuse en date du 31 août 2006.

## ARRETE

**Article 1<sup>er</sup>** : Délégation générale est donnée à Danielle MOUFFARD, Directrice-Adjointe pour signer :

- tous actes, arrêtés, décisions, notifications ou conventions, à l'exception des décisions à caractère individuel, des délibérations de la commission exécutive, des autorisations données au titre du code de la santé publique, des projets d'établissement et des contrats d'objectifs et de moyens signés avec les établissements de santé.
- toutes propositions d'engagement et de mandatement des dépenses, de décisions de virement de crédits à l'initiative de l'ordonnateur toutes pièces justificatives de dépenses, tous ordres de reversement et toutes demandes d'émission de titres de perception, à l'exception des décisions de réquisition de l'agent comptable.

**Article 2** : La suppléance du Directeur assurée par la Directrice-Adjointe est exercée sans préjudice des délégations de signature consentis aux Directeurs Départementaux des Affaires Sanitaires et Sociales.

**Article 3** : Délégation est donnée au Dr Eliane PIQUET pour signer toutes décisions à caractère médical.

Article 4 : En cas d'absence ou d'empêchement simultanés du directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine et de Danielle MOUFFARD, la délégation qui lui est accordée sera exercée par le Docteur Eliane PIQUET dans les limites fixées à l'article 1.

Article 5 : Cet arrêté annule et remplace l'arrêté n°14/2004 du 1<sup>er</sup> juin 2004.

Article 6 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Lorraine et des départements de la Meurthe et Moselle, de la Meuse, de la Moselle et des Vosges.

Le directeur de l'agence  
régionale de l'hospitalisation de Lorraine,  
Dr Antoine PERRIN

**Arrêté A.R.H. de Lorraine n° 48/06 du 1<sup>er</sup> septembre 2006 portant délégation de signature à Madame Mireille WILLAUME,  
directrice régionale des affaires sanitaires et sociales de Lorraine**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE RÉGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la santé publique et notamment les articles L6115-3 et l'article R. 710-17-2,

VU la Convention Constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine en date du 31 décembre 1996,

VU la nomination du Dr Antoine PERRIN, au Conseil des Ministres du 30/08/06, dans les fonctions de directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine,

VU l'arrêté du 01/10/05 portant nomination de Madame Mireille WILLAUME dans les fonctions de directrice régionale des affaires sanitaires et sociales de Lorraine à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2005,

VU l'arrêté n°02/549 du 8 septembre 2000 portant nomination de Madame Pierrette GRANDEMANGE dans les fonctions de directeur adjoint à la direction régionale des affaires sanitaires et sociales de Lorraine.

**ARRÊTE**

ARTICLE 1<sup>er</sup> - Délégation est donnée à Madame Mireille WILLAUME, directrice régionale des affaires sanitaires et sociales de Lorraine, à l'effet de signer dans le cadre des attributions et compétences de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine, toutes décisions relatives :

- aux emplois de praticiens hospitaliers à temps plein et à temps partiel à l'exception des catégories de personnel qui sont régies par l'ordonnance n°58-1373 du 30 décembre 1958 et des personnels accomplissant le troisième cycle de leurs études médicales ou pharmaceutiques,
- à l'organisation du Comité Régional de l'Organisation Sanitaire :
  - . convocation des membres,
  - . désignation des rapporteurs,
  - . l'envoi aux membres des rapports et relevés de décisions,
- à la désignation des rapporteurs en C.N.O.S.S., sur proposition de la Cellule régionale de planification (C.R.P.).

ARTICLE 2 - En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Mireille WILLAUME la délégation qui lui est accordée sera exercée par Madame Pierrette GRANDEMANGE.

ARTICLE 3 - Cet arrêté abroge et remplace l'arrêté n° 19/05 du 3 octobre 2005.

ARTICLE 4 - La directrice régionale des affaires sanitaires et sociales de Lorraine est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié aux recueils des actes administratifs des préfectures de Meurthe et Moselle, de Meuse et des Vosges.

Nancy, le 01/09/06

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation,  
Dr Antoine PERRIN

*Les présentes mesures peuvent être contestées par voie de recours administratif ou par voie de contentieux devant la juridiction administrative compétente dans le délai de deux mois à compter de sa notification*

**Arrêté A.R.H. de Lorraine n° 49/06 du 1<sup>er</sup> septembre 2006 portant délégation de signature à Madame le Docteur PIQUET**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE RÉGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la santé publique et notamment les articles L.6115-3 et R.710-17-2,

VU le décret n°96-1039 du 29 novembre 1996 relatif aux Agences Régionales de l'Hospitalisation, fixant la convention constitutive type des ces agences,

VU la convention constitutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel de la république française du 10 janvier 1997,

VU l'arrêté n°256 du 18 avril 2005, plaçant Madame le Docteur Eliane PIQUET en position de détachement auprès de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine à compter du 1<sup>er</sup> mars 2005,

**ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> : Délégation est donnée à Madame le Docteur Eliane PIQUET pour signer, en cas d'absence ou d'empêchement du directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine, tous actes, arrêtés, décisions, notifications ou conventions, ainsi que toutes propositions d'engagement et de mandatement des dépenses, de décisions de virement de crédits à l'initiative de l'ordonnateur toutes pièces justificatives de dépenses, tous ordres de reversement et toutes demandes d'émission de titres de perception.

Article 2 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Lorraine et des départements de la Meurthe et Moselle, de la Meuse, de la Moselle et des Vosges.

Le directeur de l'agence régionale de l'Hospitalisation de Lorraine,  
Dr Antoine PERRIN

**DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT  
SERVICE GESTION ET EXPLOITATION DES ROUTES**

**Arrêté n° 2006/DDE/040/CDER**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu le décret n° 2006-235 en date du 27 février 2006 relatif à l'organisation des enquêtes routières au bord des routes ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;

Considérant la nécessité de procéder à une enquête de circulation par interrogation des usagers de l'autoroute A4 en gare de péage de Beaumont, sur le territoire de la commune de MOINEVILLE, dans le cadre d'une étude de satisfaction ;

A la demande de la Société SANEF en date du 17 juillet 2006 ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

**A R R E T E**

ARTICLE I : La Société SANEF est autorisée à procéder à une enquête de circulation, par questions posées aux usagers sur les aires de la gare de péage de BEAUMONT au PR 294+917 de l'autoroute A4 concédée à la SANEF, le jour suivant :

- o le samedi 29 juillet 2006 de 11h00 à 15h00 avec possibilité de repli le samedi 5 août 2006

ARTICLE II : Les usagers devront se conformer aux demandes des agents chargés de diriger la circulation aux abords et à l'emplacement des postes d'enquête.

ARTICLE III : La signalisation réglementaire sera fournie, posée, entretenue et déposée par la Société SANEF.

ARTICLE IV : Le secrétaire général de la préfecture, le Sous-Préfet de Briey, le directeur départemental de l'équipement, le directeur d'exploitation de SANEF à SENLIS, le directeur départemental de la sécurité publique, le Général, commandant la Région de gendarmerie de Lorraine à METZ, le commandant chargé du peloton de gendarmerie autoroutier de JARNY, le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, le président de la mission de contrôle

des sociétés concessionnaires d'autoroutes à BRON sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'au le Maire de MOINEVILLE, au Général commandant la RMD Nord-Est, au Général commandant la région de gendarmerie de METZ, à la Directrice des archives départementales et aux Directeurs du S.D.I.S. et du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.  
NANCY, le 26 juillet 2006

Le Préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général  
Marc BURG

#### Arrêté n° 2006/DDE/042/CDER

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;  
Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions modifiée par la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;  
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;  
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;  
Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;  
Vu l'arrêté préfectoral permanent n° 97/DDE/153/CDES en date du 10 juin 1997 portant réglementation de la mise en oeuvre de chantiers courants exécutés sur le réseau autoroutier non concédé et les routes nationales à chaussées séparées du département de Meurthe-et-Moselle, en raison de leur caractère répétitif ;  
Vu l'arrêté préfectoral de délégation de signature n°05/BODE/31 du 7 septembre 2005 ;  
Vu l'arrêté préfectoral modificatif de délégation de signature n° 06/BMSSE/10 en date du 9 mai 2006 ;  
Vu les arrêtés préfectoraux n° 2006/DDE/027/CDER en date du 24 mai 2006, n° 2006/DDE/035/CDER du 26 juin 2006 n° 2006/DDE/039/CDER du 6 juillet 2006 et n° 2006/DDE/041/CDER en date du 19 juillet 2006 ;  
Considérant la nécessité de procéder à la réalisation des travaux de construction du giratoire de raccordement entre la future RN 4 à 2 x 2 voies et la RN 4 actuelle entre les PR 95+443 et 96+308, sur le territoire de la commune de GOGNEY ;  
A la demande de la subdivision de l'équipement de SEREGT ;  
Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

#### A R R E T E

**ARTICLE I :** L'arrêté préfectoral n° 2006/DDE/041/CDER en date du 19 juillet est prorogé jusqu'au 20 septembre 2006.

Les mesures d'exploitation de la phase 5 b entre les PR 95+743 et 96+008 de la RN 4 prévues dans l'arrêté référencé ci-dessus sont annulées et remplacées par les dispositions suivantes à l'exception des mesures d'"ACCES de CHANTIER".

##### Phase 5b

La circulation des usagers de la R.N. 4 entre les PR 95+743 et 96+008, est rétablie dans les deux sens de circulation comme une route bidirectionnelle sans carrefour giratoire.

- Les usagers de la R.N. 4 venant de NANCY ne pourront aller qu'en direction de STRASBOURG.
- Les usagers de la R.N. 4 venant de STRASBOURG ne pourront aller qu'en direction de NANCY.

La vitesse de tous les véhicules est limitée à 50 km/h et il est interdit de doubler entre les 95+743 et 96+008 de la R.N. 4, et ce dans les deux sens de circulation.

**ARTICLE II :** Les autres dispositions prévues dans les arrêtés cités au présent arrêté demeurent inchangées.

**ARTICLE III :** En cas d'intempéries ou de problèmes techniques les travaux prévus au préambule du présent arrêté sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques.

**ARTICLE IV :** La signalisation réglementaire sera fournie, posée, entretenue et déposée par les entreprises SGREG EST/COLAS EST sous le contrôle de la subdivision de Blâmont.

**ARTICLE V :** Le secrétaire général de la préfecture, le président du conseil général, le directeur départemental de l'équipement, le directeur départemental de la sécurité publique, le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'au maire de Gogney, au général commandant la RMD Nord-Est, à la directrice des archives départementales et aux directeurs du S.D.I.S et du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.  
NANCY, le 27 juillet 2006

Le Préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur départemental  
Hugues CORBEAU

#### Arrêté n° 2006/DDE/043/CDER

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;  
Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions modifiée par la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;  
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;  
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;  
Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;  
Vu l'arrêté préfectoral permanent n° 97/DDE/153/CDES en date du 10 juin 1997 portant réglementation de la mise en oeuvre de chantiers courants exécutés sur le réseau autoroutier non concédé et les routes nationales à chaussées séparées du département de Meurthe-et-Moselle, en raison de leur caractère répétitif ;  
Vu l'arrêté préfectoral de délégation de signature n°05/BODE/31 du 7 septembre 2005 ;  
Vu l'arrêté préfectoral modificatif de délégation de signature n° 06/BMSSE/10 en date du 9 mai 2006 ;  
Vu l'avis favorable de Messieurs les Maires de Mont St Martin et de Longwy ;  
Vu l'avis favorable de Monsieur le Président du Conseil Général en date du 31 juillet 2006 ;  
Considérant la nécessité de procéder à des travaux de renouvellement de la couche de roulement sur la R.N. 52 dans les deux sens de circulation entre les PR 20+900 et 22+450 sur le territoire de la commune de MONT ST MARTIN ;  
A la demande de la subdivision de l'équipement de LONGWY ;  
Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

#### A R R E T E

**ARTICLE I :** Du mardi 22 août 2006 à 4 H 30 jusqu'au jeudi 31 août 2006 à 18 H 00, la circulation sera interdite dans les deux sens de circulation sur la RN 52 entre les PR 20+000 et 23+000,

**ARTICLE II :** Les usagers doivent emprunter les déviations suivantes :

##### 1° - Sens METZ – Belgique

Sortir de la R.N. 52 au droit du diffuseur de Mont-Saint-Martin, prendre la liaison entre l'échangeur et la RD 918 (dite "la Pénetrante") puis la RD 918 (boulevard de Metz) jusqu'au giratoire (RN 52/RD918) et emprunter la bretelle d'accès à la R.N. 52 de l'échangeur de Val St Martin en direction de la Belgique.

##### 2° - Sens Belgique – METZ

Sortir de la R.N. 52 au droit de l'échangeur de Val St-Martin, prendre la RD 918 (Mont-Saint-Martin), (boulevard de Metz) puis la liaison RD 918/RN 52 (dite "la Pénetrante") jusqu'au diffuseur de Mont-Saint-Martin et reprendre la RN 52 en direction de Metz jusqu'au diffuseur de Mont-Saint-Martin.

**ARTICLE III :** En cas d'intempéries ou de problèmes techniques les travaux prévus au préambule du présent arrêté sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques.

**ARTICLE IV :** La signalisation réglementaire sera fournie, posée, entretenue et déposée par la subdivision de Longwy.

**ARTICLE V :** Le secrétaire général de la préfecture, le président du conseil général, le directeur départemental de l'équipement, le directeur départemental de la sécurité publique et le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'aux maires de Longwy et Mont ST Martin, au général commandant la RMDNord-Est, à la directrice des archives départementales et aux directeurs du S.D.I.S. du S.A.M.U. et du SEMITUL.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

NANCY, le 3 août 2006

Le Préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur départemental,  
Pour le directeur départemental  
Le chef du service gestion et exploitation des infrastructures  
B. HILT

#### Arrêté n° 2006/DDE/045/CDER

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;  
Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions modifiée par la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;  
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;  
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;  
Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;  
Vu l'arrêté préfectoral permanent n° 97/DDE/153/CDES en date du 10 juin 1997 portant réglementation de la mise en oeuvre de chantiers courants exécutés sur le réseau autoroutier non concédé et les routes nationales à chaussées séparées du département de Meurthe-et-Moselle, en raison de leur caractère répétitif ;  
Vu l'arrêté préfectoral de délégation de signature n°05/BODE/31 du 7 septembre 2005 ;  
Vu l'arrêté préfectoral modificatif de délégation de signature n° 06/BMSSE/10 en date du 9 mai 2006 ;  
Vu l'avis favorable du Conseil Général en date du 21 août 2006 ;  
Considérant la nécessité de procéder à la fermeture des bretelles de sortie de l'échangeur de Val St Martin sur la R.N. 52 en raison du passage de la course cycliste intitulée "Tour de l'Avenir" et ce dans les deux sens de circulation ;  
A la demande de la Mairie de Mont Saint Martin ;  
Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

#### A R R E T E

**ARTICLE I :** Le vendredi 1<sup>er</sup> septembre 2006 de 14 H 00 à 18 H 00, la circulation sera interdite sur les bretelles de sortie de l'échangeur de Val St Martin de la R.N. 52 et ce dans les deux sens de circulation.

**ARTICLE II :** Les usagers doivent emprunter les déviations suivantes :

##### 1° - Sens METZ – Belgique

Les usagers désirant se rendre à Mont Saint Martin et à VAL ST MARTIN sont invités à continuer sur la R.N. 52 au droit de l'échangeur de Val St Martin, sortir à l'échangeur N 52/RD 618 puis prendre la RD 618 jusqu'au giratoire de AUCHAN et ensuite la rue du Faisceau.

##### 2° - Sens Belgique – METZ

Les usagers désirant se rendre à VAL ST MARTIN et à Mont Saint Martin sont invités à emprunter l'échangeur RN 52/RD 618, puis la RD 618 jusqu'au giratoire de AUCHAN et ensuite la rue du Faisceau.

##### 3° - Sens Luxembourg – METZ

Les usagers désirant se rendre à VAL ST MARTIN par la R.N. 52 sont invités à emprunter le giratoire de AUCHAN et ensuite la rue du Faisceau.

**ARTICLE III :** La signalisation réglementaire sera fournie par la Mairie de Mont Saint Martin et posée, entretenue et déposée par la subdivision de Longwy.

**ARTICLE IV :** Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le président du conseil général, Monsieur le directeur départemental de l'équipement, Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique et Monsieur le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Messieurs les maires de Longwy et Mont Saint Martin, Monsieur le général commandant la RMD Nord-Est, Madame la directrice des archives départementales et Messieurs les directeurs du S.D.I.S. du S.A.M.U. et du SEMITUL.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

NANCY, le 28 août 2006

Le Préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur départemental,  
Pour le directeur départemental  
Le chef du service gestion et exploitation des infrastructures  
B. HILT

#### Arrêté n° 2006/DDE/045B/CDER

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;  
Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;  
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;  
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;  
Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;  
Vu l'arrêté préfectoral permanent n° 97/DDE/153/CDES en date du 10 juin 1997 portant réglementation de la mise en oeuvre de chantiers courants exécutés sur le réseau autoroutier non concédé et les routes nationales à chaussées séparées du département de Meurthe-et-Moselle, en raison de leur caractère répétitif ;  
Vu l'arrêté préfectoral de délégation de signature n° 05/BODE/31 en date du 7 septembre 2005 ;  
Vu l'arrêté préfectoral modificatif de délégation de signature n° 06/BMSSE/10 en date du 9 mai 2006 ;  
Considérant la nécessité de procéder à des travaux aériens de déroulage d'une fibre optique sur une ligne haute tension de classe B sur la R.N. 57 au droit du PR 69+200 dans les deux sens de circulation, sur le territoire de la commune de Flavigny-sur-Moselle ;  
A la demande de la subdivision de l'équipement "Entretien des autoroutes" ;  
Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

#### A R R E T E

**ARTICLE I -** Le mercredi 16 août 2006 de 14 à 15 H, la circulation s'établit comme suit sur la R.N. 57 et ce dans les deux sens de circulation :

##### Sens NANCY – EPINAL du PR 68+500 au PR 69+400

- la voie de gauche est neutralisée
- la circulation s'effectue sur la voie de droite
- il est interdit de doubler
- la vitesse est limitée à 90 km/h

##### Sens EPINAL – NANCY du PR 69+400 au PR 69+100

- la voie de droite est neutralisée
- la circulation s'effectue sur la voie de gauche
- il est interdit de doubler
- la vitesse est limitée à 90 km/h

**ARTICLE II :** En cas d'intempéries, les travaux prévus au préambule du présent arrêté sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries.

**ARTICLE III** : La signalisation réglementaire sera fournie, posée, entretenue et déposée par la subdivision « entretien des autoroutes ».

**ARTICLE IV** : Le secrétaire général de la préfecture, le président du conseil général, le directeur départemental de l'équipement, le directeur départemental de la sécurité publique, le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle et le commandant de la CRS autoroutière Lorraine Alsace à Champigneulle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'au Maire de Flavigny-sur-Moselle, au Général commandant la RMD Nord-Est, au directeur des archives départementales et aux Directeurs du S.D.I.S. et du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 3 août 2006

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental,  
Pour le directeur départemental  
Le chef du service gestion et exploitation des infrastructures  
B. HILT

#### Arrêté n° 2006/DDE/049/CDER

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;

Vu l'arrêté préfectoral permanent n° 97/DDE/153/CDES en date du 10 juin 1997 portant réglementation de la mise en oeuvre de chantiers courants exécutés sur le réseau autoroutier non concédé et les routes nationales à chaussées séparées du département de Meurthe-et-Moselle, en raison de leur caractère répétitif ;

Vu l'arrêté préfectoral de délégation de signature n° 05/BODE/31 en date du 7 septembre 2005 ;

Vu l'arrêté préfectoral modificatif de délégation de signature n° 06/BMSSE/10 en date du 9 mai 2006 ;

Vu l'avis favorable du Conseil Général ;

Considérant la nécessité de procéder à des travaux de construction du giratoire de l'échangeur de THIEBAUMENIL de la RN 333 sur la RD 400, sur le territoire de la commune de THIEBAUMENIL ;

A la demande de la subdivision de l'équipement "SEREGT – ETN 2" ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

#### A R R E T E

**ARTICLE I** - A compter de la date du présent arrêté et pour une durée de un mois, la bretelle d'entrée de l'échangeur de THIEBAUMENIL de la R.N. 333 en direction de NANCY sera fermée à toute circulation.

**ARTICLE II** - Les usagers désirant se rendre à NANCY sont invités à emprunter la RD 400 en direction de BENAMENIL et de BLAMONT puis l'échangeur R.D. 400/RN 4 en direction de NANCY.

**ARTICLE III** - Par dérogation à l'article 1 du présent arrêté, les véhicules du chantier du giratoire (RD 400) sont autorisés à sortir par la bretelle d'entrée de l'échangeur de THIEBAUMENIL.

**ARTICLE IV** - En cas d'intempéries, les travaux prévus au préambule du présent arrêté sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries.

**ARTICLE V** - La signalisation réglementaire sera fournie, posée, entretenue et déposée par l'entreprise EUROVIA.

**ARTICLE VI** - Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le président du conseil général, Monsieur le directeur départemental de l'équipement, Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique, Monsieur le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Messieurs les Maires de Thiébauménil et Bénaménil, Monsieur le Général commandant la RMD Nord-Est, Monsieur le directeur des archives départementales et Messieurs les Directeurs du S.D.I.S. et du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 5 septembre 2006

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental,  
Pour le directeur départemental  
Le chef du service gestion et exploitation des infrastructures  
B. HILT

### DIRECTION DÉPARTEMENTALE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

#### Décision d'agrément « d'une entreprise solidaire » au sens de l'article L 443-3-1 du code du travail

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu la Loi 2001-152 du 19 février 2001 relative à l'épargne salariale ;

Vu la circulaire interministérielle du 14 septembre 2005 relative à l'épargne salariale ;

Vu le décret N° 2003-384 du 23 avril 2003 relatif à l'agrément des entreprises solidaires et modifiant le code du travail, publié au Journal Officiel du 25 avril 2003 donnant délégation de compétence aux Préfets de départements ;

Vu l'article L 443-3-1 du code du travail ;

Vu la demande présentée le 24 mai 2006 par Monsieur FUCHS Jérôme, président de l'association ANNE (Association Nancéienne pour un Nouvel Espace Social) Cité judiciaire – rue du général Fabvier – 54000 NANCY ;

sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture

#### DECIDE

**Article 1er** : l'association ANNE (Association Nancéienne pour un Nouvel Espace Social) Cité judiciaire – rue du général Fabvier – 54000 NANCY est agréé en qualité d'entreprise solidaire au sens de l'article L 443-3-1 du code du travail.

Cet agrément est accordé pour une durée de deux ans à compter de sa date de notification.

**Article 2** : Le Secrétaire Général et la Directrice départementale du Travail, de l'emploi et de la formation professionnelle sont chargés chacun pour ce qui les concerne de l'application de cette décision qui sera notifiée à l'association et publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture. Il fera en outre l'objet d'une transmission au Ministère de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement (délégation interministérielle à l'innovation sociale et à l'économie sociale) et au Ministère de l'Economie, des finances et de l'industrie (direction du trésor).

Nancy, le 06 septembre 2006

P/LE PREFET  
et par délégation  
le secrétaire général  
MARC BURG

#### Décision d'agrément « d'une entreprise solidaire » au sens de l'article L 443-3-1 du code du travail

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu la Loi 2001-152 du 19 février 2001 relative à l'épargne salariale ;

Vu la circulaire interministérielle du 14 septembre 2005 relative à l'épargne salariale ;

Vu le décret N° 2003-384 du 23 avril 2003 relatif à l'agrément des entreprises solidaires et modifiant le code du travail, publié au Journal Officiel du 25 avril 2003 donnant délégation de compétence aux préfets de départements ;

Vu l'article L 443-3-1 du code du travail ;

Vu la demande présentée le 29 juin 2006 par Monsieur FEIDT Cyril, président de l'association MACHET Energie Nouvelle- Mairie de SAINT-SAUVEUR 544480 ;  
SUR proposition de M. le secrétaire général de la préfecture

## DECIDE

Article 1er : l'association MACHET ENERGIE NOUVELLE- Mairie de SAINT SAUVEUR 544480 est agréée en qualité d'entreprise solidaire au sens de l'article L 43-3-1 du code du travail.

Cet agrément est accordé pour une durée de deux ans à compter de sa date de notification.

Article 2 : Le Secrétaire Général et la Directrice départementale du Travail, de l'emploi et de la formation professionnelle sont chargés chacun pour ce qui les concerne de l'application de cette décision qui sera notifiée à l'association et publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture. Il fera en outre l'objet d'une transmission au Ministère de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement (délégation interministérielle à l'innovation sociale et à l'économie sociale) et au Ministère de l'Economie, des finances et de l'industrie (direction du trésor).

Nancy, le 06 septembre 2006

P/LE PREFET  
et par délégation  
le secrétaire général  
MARC BURG

**DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET**  
**SERVICE ECONOMIE AGRICOLE ET AMENAGEMENT FONCIER**

**Arrêté n°2006/296 fixant le montant des indemnités compensatoires de handicaps naturels  
au titre de la campagne 2006 dans le département**

LE PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le règlement (CE) n° 1257/1999 du conseil du 17 mai 1999 modifié par le règlement 1783/2003 du conseil du 29 septembre 2003 ;

Vu le règlement (CE) n° 817/2004 de la commission du 29 avril 2004 portant modalités d'application du règlement CE n°1257/1999 du conseil ;

Vu le décret n° 2001-535 du 21 juin 2001 relatif à l'agriculture en montagne et des autres zones défavorisées, fixant les conditions d'attribution des ICHN ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté interministériel fixant les conditions d'attribution des indemnités compensatoires de handicaps naturels du 28 juillet 2004 modifié ;

Vu les arrêtés préfectoraux de classement en zones défavorisées pour les communes du département de Meurthe-et-Moselle des 28 avril 1976, 18 janvier 1977, 13 novembre 1978 et 7 septembre 2005 ;

Vu l'arrêté préfectoral relatif aux normes locales applicables dans le département de Meurthe-et-Moselle du 14 avril 2006 ;

VU la circulaire du ministère de l'agriculture et de la pêche, DGFAR/SDEA/C2006-5026 du 24 mai 2006 ;

Sur proposition du directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,

## ARRETE

Article 1 : Dans chacune des zones définies est fixée une plage optimale de chargement correspondant à une exploitation optimale du potentiel fourrager dans le respect des bonnes pratiques agricoles. De la même manière sont définies des plages non optimales de chargement.

L'ensemble de ces plages est précisé à l'annexe 1 du présent arrêté.

Article 2 : Pour chacune des plages de chargement, le montant des indemnités compensatoires de handicaps naturels rapporté à l'hectare de surface fourragère est fixé conformément aux montants précisés à l'annexe 2 du présent arrêté.

Article 3 : Les surfaces fourragères sont les surfaces définies dans l'arrêté préfectoral du 14 avril 2006 fixant les normes usuelles de la région.

Article 4 : Un arrêté préfectoral ultérieur fixera le stabilisateur départemental qu'il conviendra d'appliquer sur le montant total de la prime attribué à chaque bénéficiaire.

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt et le délégué régional du centre national pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles (CNASEA) sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 25 août 2006

Pour le préfet et par délégation,  
Pour le secrétaire général absent,  
Le sous-préfet de Lunéville,  
Eric MAIRE

Annexe 1 de l'arrêté préfectoral fixant les plages optimales de chargement  
pour le respect des bonnes pratiques agricoles en Meurthe - et - Moselle.

**DEFINITION DES PLAGES DE CHARGEMENT**

Le chargement s'exprime en nombre d'UGB par rapport à la surface fourragère :

Les animaux de l'exploitation sont pris en compte selon les modalités suivantes :

- le nombre d'UGB moyennes bovines présentes sur l'exploitation durant l'année 2005
- le nombre d'ovins ou caprins de la demande de la Prime à la Brebis en janvier 2006
- les autres herbivores présents sur l'exploitation au 31 mars 2006 et présents au moment de la demande

	Chargement optimum Coefficient de paiement 1,00	Chargement non optimum Coefficient de paiement 0,80	Chargement inéligible
Zone de MONTAGNE	Supérieur ou égal à 0,8 et inférieur à 1,6	Egal ou supérieur à 0,25 et inférieur à 0,8 OU Supérieur ou égal à 1,6 et inférieur ou égal à 2	Inférieur à 0,25 Ou Supérieur à 2
Zone de PIEMONT		Egal ou supérieur à 0,35 et inférieur à 0,8 OU Supérieur ou égal à 1,6 et inférieur ou égal à 2	Inférieur à 0,35 Ou Supérieur à 2
Zone défavorisée simple			

Annexe 2 de l'arrêté préfectoral fixant le montant des Indemnités Compensatoires de Handicaps Naturels  
au titre de la campagne 2006 dans le département.

**MONTANT DES INDEMNITES RAPPORTE A  
L'HECTARE DE SURFACE FOURRAGERE**

	MONTANT EN EUROS
Zone de montagne	136
Zone de piémont	55
Zone défavorisée simple	49

Pour les exploitations dont le taux de chargement se situe dans la tranche « non optimum », le montant des indemnités sera affecté d'un coefficient égal à 0,8.

Les 25 premiers hectares seront primés avec une majoration de 30%

Majoration de 30% par hectare pour les élevages d'ovins ou de caprins si les ovins ou les caprins représentent 50% des UGB totales prises en compte pour le calcul du chargement

**Arrêté n° 03 du 6 septembre 2006 - Subdélégation de signature de l'ordonnateur secondaire délégué****LE DIRECTEUR DEPARTEMENTAL DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORÊT DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et aux libertés des communes, des départements et des régions,  
VU la loi organique n° 2001-692 du 1<sup>er</sup> août 2001 modifiée relative aux lois de finances ;  
VU le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique ;  
VU le décret n° 84-1191 du 29 décembre 1984 modifié relatif à l'organisation des services déconcentrés du ministère de l'agriculture ;  
VU le décret n° 2003-1082 du 14 novembre 2003 relatif aux attributions et à l'organisation des directions départementales de l'agriculture et de la forêt ;  
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les régions et départements ;  
VU le décret du Président de la République en date du 2 décembre 2004 nommant M. Claude BALAND préfet de Meurthe-et-Moselle ;  
VU l'arrêté interministériel du 2 mai 2002 modifié, portant règlement de comptabilité du ministère de l'agriculture et de la pêche, pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués ;  
VU l'arrêté du ministère de l'agriculture et de la pêche du 14 septembre 2004 nommant M. Yves ROYER directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de Meurthe-et-Moselle ;  
VU l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2006 donnant délégation de signature à M. Yves ROYER au titre de l'ordonnancement secondaire ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : pour les programmes pour lesquels il a reçu délégation de signature par arrêté préfectoral du 9 janvier 2006, M. Yves ROYER, ingénieur en chef du génie rural des eaux et forêts, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de Meurthe-et-Moselle, subdélègue sa signature à M. Jean-Luc JANEL, Chef de mission, Adjoint au directeur, Chef du service Environnement - Eau

**ARTICLE 2** : En cas d'empêchement ou d'absence simultanés de MM. Yves ROYER et Jean-Luc JANEL, subdélégation est donnée à Mme Marie-Clothilde KIPP, secrétaire générale.

**ARTICLE 3** : subdélégation permanente est donnée à Mme Marie-Clothilde KIPP, secrétaire générale à effet de signer l'ensemble des documents mentionnés à l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2006 relatifs au programme 154 « gestion durable de l'agriculture, de la pêche et du développement rural ».

**ARTICLE 4** : le trésorier payeur général de Meurthe-et-Moselle, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt et chacun des fonctionnaires ci-dessus désignés sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

NANCY, le 6 septembre 2006

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt  
Yves ROYER

Signature et paraphe de :  
M. Jean-Luc JANEL

Signature et paraphe de :  
Mme Marie-Clothilde KIPP

**DIRECTION DEPARTEMENTALE DES SERVICES VETERINAIRES  
SERVICE SANTE ET PROTECTION ANIMALES****Arrêté n° DDSV/54/06/SA/067 – Mandat sanitaire provisoire**

LE PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le code rural, ses articles L.221-11, L.221-12, L.221-13 et L.231-3  
et les articles R.221-4, R.221-5 et R.221-7 à R.221-10 et R.221-12 à R.221-20 ;  
Vu La loi n°2001-6 du 4 janvier 2001 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire en matière de santé des animaux et de la qualité sanitaire des denrées d'origine animale et modifiant le Code Rural ;  
Vu l'arrêté préfectoral n° 04.BODE.69 du 20 décembre 2004 portant délégation de signature au directeur départemental des services vétérinaires de Meurthe et Moselle ;  
Vu la demande présentée par l'intéressé(e) ;  
Sur proposition du directeur départemental des services vétérinaires,

**ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup>** - Le mandat sanitaire prévu à l'article L..221-11 du code rural est attribué pour une durée d'un an à Monsieur SENAN Erwan, Docteur Vétérinaire à Lunéville

**Article 2** - Le mandat sanitaire devient caduc lorsque son titulaire cesse d'être inscrit au tableau de l'Ordre Régional des Vétérinaires de Lorraine.

**Article 3** - Le titulaire du présent mandat est placé sous l'autorité du directeur départemental des services vétérinaires pour l'exécution des prophylaxies dirigées par l'Etat et des opérations de police sanitaire des maladies des animaux.

**Article 4** - En cas d'inobservation des instructions du directeur départemental des services vétérinaires ou des règlements de santé publique vétérinaire, le présent mandat peut être suspendu jusqu'à la comparution de son titulaire en commission de discipline.

**Article 5** - Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle et le directeur départemental des services vétérinaires sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Nancy, le mercredi 30 août 2006

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
L'Inspecteur de la Santé Publique Vétérinaire  
Directrice Départementale des Services Vétérinaires,  
Régine MARCHAL NGUYEN

**Arrêté n° DDSV/54/06/SA/065 – Mandat sanitaire provisoire**

LE PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le code rural, ses articles L.221-11, L.221-12, L.221-13 et L.231-3  
et les articles R.221-4, R.221-5 et R.221-7 à R.221-10 et R.221-12 à R.221-20 ;  
Vu La loi n°2001-6 du 4 janvier 2001 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire en matière de santé des animaux et de la qualité sanitaire des denrées d'origine animale et modifiant le Code Rural ;  
Vu l'arrêté préfectoral n° 04.BODE.69 du 20 décembre 2004 portant délégation de signature au directeur départemental des services vétérinaires de Meurthe et Moselle ;  
Vu la demande présentée par l'intéressé(e) ;  
Sur proposition du directeur départemental des services vétérinaires,

**ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup>** - Le mandat sanitaire prévu à l'article L..221-11 du code rural est attribué pour une durée d'un an à Madame MEYER Cécile, Docteur Vétérinaire 9 bis rue du Général De Gaulle 54490 XIVRY CIR COURT

**Article 2** - Le mandat sanitaire devient caduc lorsque son titulaire cesse d'être inscrit au tableau de l'Ordre Régional des Vétérinaires de Lorraine.

**Article 3** - Le titulaire du présent mandat est placé sous l'autorité du directeur départemental des services vétérinaires pour l'exécution des prophylaxies dirigées par l'Etat et des opérations de police sanitaire des maladies des animaux.

**Article 4** - En cas d'inobservation des instructions du directeur départemental des services vétérinaires ou des règlements de santé publique vétérinaire, le présent mandat peut être suspendu jusqu'à la comparution de son titulaire en commission de discipline.

**Article 5** - Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle et le directeur départemental des services vétérinaires sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Nancy, le 21 août 2006

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
L'Inspecteur de la Santé Publique Vétérinaire  
Directrice Départementale des Services Vétérinaires,



**Arrêté n° DDSV/54/06/SA/71 – Mandat sanitaire définitif**

LE PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le code rural, ses articles L.221-11, L.221-12, L.221-13 et L.231-3  
et les articles R.221-4, R221-5, R221-7 à R221-10 et R221-12 à R221-20 ;  
Vu la loi n°2001-6 du 4 janvier 2001 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire en matière de santé des animaux et de la qualité sanitaire des denrées d'origine animale et modifiant le Code Rural ;  
Vu l'arrêté préfectoral n° 04.BODE.69 du 20 décembre 2004 portant délégation de signature à la directrice départementale des services vétérinaires de Meurthe-et-Moselle ;  
Vu l'arrêté préfectoral n° DDSV/54/SA/05/72 du 10 MAI 2005 portant attribution du mandat sanitaire provisoire ;  
Vu la demande présentée par l'intéressé(e) ;  
Sur proposition de la directrice départementale des services vétérinaires,

ARRETE

Article 1<sup>er</sup> - Le mandat sanitaire prévu à l'article L.221-11 du code rural est renouvelé à compter du 10 MAI 2006 à FASSEN Magalie, Docteur vétérinaire, 23 grande rue, 54610 CHENICOURT

Article 2 - Le mandat sanitaire devient caduc lorsque son titulaire cesse d'être inscrit au tableau de l'Ordre Régional des Vétérinaires de Lorraine.

Article 3 - Le titulaire du présent mandat est placé sous l'autorité de la directrice départementale des services vétérinaires pour l'exécution des prophylaxies dirigées par l'Etat et des opérations de police sanitaire des maladies des animaux.

Article 4 - En cas d'inobservation des instructions de la directrice départementale des services vétérinaires ou des règlements de santé publique vétérinaire, le présent mandat peut être suspendu jusqu'à la comparution de son titulaire en commission de discipline.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et la directrice départementale des services vétérinaires sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Nancy, le 5 septembre 2006

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
L'Inspecteur de la Santé Publique Vétérinaire  
Directrice Départementale des Services Vétérinaires,  
Régine MARCHAL NGUYEN

**Arrêté n° DDSV/54/06/SA/72 – Mandat sanitaire définitif**

LE PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le code rural, ses articles L.221-11, L.221-12, L.221-13 et L.231-3  
et les articles R.221-4, R221-5, R221-7 à R221-10 et R221-12 à R221-20 ;  
Vu la loi n°2001-6 du 4 janvier 2001 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire en matière de santé des animaux et de la qualité sanitaire des denrées d'origine animale et modifiant le Code Rural ;  
Vu l'arrêté préfectoral n° 04.BODE.69 du 20 décembre 2004 portant délégation de signature à la directrice départementale des services vétérinaires de Meurthe-et-Moselle ;  
Vu l'arrêté préfectoral n° DDSV/54/05/SA/56 portant attribution du mandat sanitaire provisoire ;  
Vu la demande présentée par l'intéressé(e) ;  
Sur proposition de la directrice départementale des services vétérinaires,

ARRETE

Article 1<sup>er</sup> - Le mandat sanitaire prévu à l'article L.221-11 du code rural est renouvelé à compter du 2 mars 2006 à SCHRAEPEN Olivier, Docteur vétérinaire, 53 rue Poincaré, 57560 DELME

Article 2 - Le mandat sanitaire devient caduc lorsque son titulaire cesse d'être inscrit au tableau de l'Ordre Régional des Vétérinaires de Lorraine.

Article 3 - Le titulaire du présent mandat est placé sous l'autorité de la directrice départementale des services vétérinaires pour l'exécution des prophylaxies dirigées par l'Etat et des opérations de police sanitaire des maladies des animaux.

Article 4 - En cas d'inobservation des instructions de la directrice départementale des services vétérinaires ou des règlements de santé publique vétérinaire, le présent mandat peut être suspendu jusqu'à la comparution de son titulaire en commission de discipline.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et la directrice départementale des services vétérinaires sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Nancy, le 5 septembre 2006

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
L'Inspecteur de la Santé Publique Vétérinaire  
Directrice Départementale des Services Vétérinaires,  
Régine MARCHAL NGUYEN

**Arrêté n° DDSV/54/06/SA/73 – Mandat sanitaire définitif**

LE PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le code rural, ses articles L.221-11, L.221-12, L.221-13 et L.231-3  
et les articles R.221-4, R221-5, R221-7 à R221-10 et R221-12 à R221-20 ;  
Vu la loi n°2001-6 du 4 janvier 2001 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire en matière de santé des animaux et de la qualité sanitaire des denrées d'origine animale et modifiant le Code Rural ;  
Vu l'arrêté préfectoral n° 04.BODE.69 du 20 décembre 2004 portant délégation de signature à la directrice départementale des services vétérinaires de Meurthe-et-Moselle ;  
Vu l'arrêté préfectoral n°DDSV/54/05/SA/53 du 3 mars 2005 portant attribution du mandat sanitaire provisoire ;  
Vu la demande présentée par l'intéressé(e) ;  
Sur proposition de la directrice départementale des services vétérinaires,

ARRETE

Article 1<sup>er</sup> - Le mandat sanitaire prévu à l'article L.221-11 du code rural est renouvelé à compter du 3 mars 2006 à LOSFELD Stéphanie, Docteur vétérinaire, 1 bis Grande rue, 54480 TANCONVILLE

Article 2 - Le mandat sanitaire devient caduc lorsque son titulaire cesse d'être inscrit au tableau de l'Ordre Régional des Vétérinaires de Lorraine.

Article 3 - Le titulaire du présent mandat est placé sous l'autorité de la directrice départementale des services vétérinaires pour l'exécution des prophylaxies dirigées par l'Etat et des opérations de police sanitaire des maladies des animaux.

Article 4 - En cas d'inobservation des instructions de la directrice départementale des services vétérinaires ou des règlements de santé publique vétérinaire, le présent mandat peut être suspendu jusqu'à la comparution de son titulaire en commission de discipline.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et la directrice départementale des services vétérinaires sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Nancy, le 5 septembre 2006

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
L'Inspecteur de la Santé Publique Vétérinaire  
Directrice Départementale des Services Vétérinaires,  
Régine MARCHAL NGUYEN

## Arrêté n° DDSV/54/06/SA/74 – Mandat sanitaire définitif

LE PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le code rural, ses articles L.221-11, L.221-12, L.221-13 et L.231-3

et les articles R.221-4, R.221-5, R.221-7 à R.221-10 et R.221-12 à R.221-20 ;

Vu la loi n°2001-6 du 4 janvier 2001 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire en matière de santé des animaux et de la qualité sanitaire des denrées d'origine animale et modifiant le Code Rural ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 04.BODE.69 du 20 décembre 2004 portant délégation de signature à la directrice départementale des services vétérinaires de Meurthe-et-Moselle ;

Vu l'arrêté préfectoral n° DDSV/54/05/SA/60 du 17 Mars 2005 portant attribution du mandat sanitaire provisoire ;

Vu la demande présentée par l'intéressé(e) ;

Sur proposition de la directrice départementale des services vétérinaires,

## ARRETE

Article 1<sup>er</sup> - Le mandat sanitaire prévu à l'article L.221-11 du code rural est renouvelé à compter du 17 mars 2006 à DELEPORTE Sébastien, Docteur vétérinaire, 4 rue du 18 juin, 54630 RICHARDMENIL

Article 2 - Le mandat sanitaire devient caduc lorsque son titulaire cesse d'être inscrit au tableau de l'Ordre Régional des Vétérinaires de Lorraine.

Article 3 - Le titulaire du présent mandat est placé sous l'autorité de la directrice départementale des services vétérinaires pour l'exécution des prophylaxies dirigées par l'Etat et des opérations de police sanitaire des maladies des animaux.

Article 4 - En cas d'inobservation des instructions de la directrice départementale des services vétérinaires ou des règlements de santé publique vétérinaire, le présent mandat peut être suspendu jusqu'à la comparution de son titulaire en commission de discipline.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et la directrice départementale des services vétérinaires sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Nancy, le 5 septembre 2006

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
L'Inspecteur de la Santé Publique Vétérinaire  
Directrice Départementale des Services Vétérinaires,  
Régine MARCHAL NGUYEN

## CAISSE CENTRALE DE LA MUTUALITE SOCIALE AGRICOLE

## Acte réglementaire relatif aux services sécurisés Extranet MSA

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA CAISSE CENTRALE DE LA MUTUALITÉ SOCIALE AGRICOLE,

Vu la loi du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux Libertés modifiée en dernier lieu par la loi N° 2004-801 du 6 août 2004 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel et modifiant la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

Vu les articles L. 723-2 et suivant(s) et R. 723-1 et suivant(s) du code rural ;

Vu les articles R. 111-1, R. 152-5 et R. 153-4 et suivant(s), les articles L161-32, R161, 34 à 38 du code de la sécurité sociale ;

Vu le Décret n°82-103 du 22 janvier 1982 et décret n°2000-910 du 14 septembre 2000 relatifs au répertoire national d'identification des personnes physiques ;

Vu le Décret 99-68 du 2 février 1999 relatif à la mise en ligne des formulaires ;

Vu la Circulaire du 31 décembre 1999 relative à l'aide aux démarches administratives sur l'internet ;

Vu la Circulaire du 4 décembre 2002 relative à la mise en oeuvre du cadre commun d'interopérabilité des systèmes d'information publics ;

Vu la Loi n° 2003-775 du 21 août 2003 relative à la réforme des retraites ;

Vu la Circulaire du 12 septembre 2003 relative au développement de l'administration électronique ;

Vu le Programme gouvernemental du 9 février 2004 d'administration électronique ;

Vu la Loi n° 2004-810 du 13 août 2004 relative à la réforme de l'assurance maladie ;

Vu la Loi du 9 décembre 2004 de simplification du droit ;

Vu l'Ordonnance n° 2005-1516 du 8 décembre 2005 relative aux échanges électroniques entre les usagers et les autorités administratives ;

Vu le dossier « service sécurisé extranet de la MSA » transmis à la CNIL le 10 janvier 2006 et enregistré sous le n°1142316.

## D É C I D E

Article 1<sup>er</sup> : Il est créé au sein des organismes de Mutualité Sociale Agricole un traitement automatisé d'informations à caractère personnel destiné à simplifier les démarches administratives des adhérents MSA. Les services sécurisés Extranet MSA sont un ensemble de télé procédures qui permettent ainsi pour chaque adhérent MSA de :

- Consulter ses données
- Effectuer des déclarations administratives
- Calculer des estimations de prestations ou de cotisations.

Ces services sont accessibles par un accès sécurisé après une phase d'inscription et d'habilitations sur internet.

Article 2 : La MSA n'est en droit de demander ou de proposer à ses adhérents que des informations et pièces justificatives prévues par les différents textes législatifs et de les utiliser uniquement dans ce cadre.

Elles sont identiques à celles recueillies par les autres formes de traitements, imprimés certifiés ou non dans le cadre de sa mission réglementaire de régime de protection sociale. Elles sont de types :

- Identification (Nom, Nom de jeune fille, Prénom, Lieu de naissance, Date de naissance, Sexe etc..)
- Numéro de sécurité sociale, NIR ou SIRET
- Situation familiale (composition de la famille, etc..)
- Adresses, logement (adresse postale, Email, Téléphone, Fax, type de logement et ses caractéristiques etc..)
- Situation militaire
- Formation
- Situation économique (revenus etc. .)
- Santé (Montant, Date, nature de l'acte, nom du bénéficiaire des remboursements santé etc..)
- Moyens de déplacements (lors d'une déclaration accident du travail etc..)
- Vie professionnelle (Nom et adresse de l'employeur, rémunération, circonstances d'un accident du travail etc...)

Article 3 :

- Pour les services de consultation, les données d'un adhérent extraites du système d'informations MSA sont destinées exclusivement à celui-ci.
- Pour les services d'estimation, les données d'un adhérent extraites du système d'informations MSA sont destinées exclusivement à celui-ci et les données saisies par l'adhérent ne sont, ni stockées, ni conservées dans le système d'informations de la MSA.
- Pour les services de déclaration, les données saisies par l'extra naut sont uniquement à destination de la MSA dans le cadre réglementaire de son activité.

Article 4 : Conformément aux articles 38 et suivants de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique aux fichiers et aux libertés, toute personne peut obtenir communication et, le cas échéant, rectification ou opposition des informations la concernant, en s'adressant auprès des directeurs des organismes de mutualité sociale agricole dont relèvent les personnes concernées par le présent traitement.

Toute personne peut également, pour des motifs légitimes, s'opposer au traitement des données la concernant.

Article 5 : Le Directeur Général de la Caisse Centrale de la Mutualité Sociale Agricole et les Directeurs des organismes de Mutualité Sociale Agricole sont chargés, chacun pour leur entreprise, de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Région de l'Île-de-France.

Fait à Bagnolet, le 3 Août 2006

Le Directeur Général de la Caisse Centrale de la Mutualité Sociale Agricole  
Yves HUMEZ

« Le traitement automatisé mis en œuvre par la Mutualité Sociale Agricole Lorraine est conforme aux dispositions de l'acte réglementaire ci-dessus et il est placé sous la responsabilité du Directeur de la caisse pour ce qui le concerne, Monsieur Jean-Marie GERARD.

Le droit d'accès et de rectification des informations à caractère personnel contenues dans ce traitement est ouvert à toutes les personnes physiques qui y sont mentionnées. Il s'exerce à la Mutualité Sociale Agricole Lorraine auprès de son Directeur. »

A Vandoeuvre-les-Nancy le 1<sup>er</sup> Septembre 2006

Le Directeur

---

**CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY-LAXOU**  
*DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES*

**Avis de concours sur titres en vue du recrutement d'un cadre de santé au Centre Psychothérapique de Nancy-Laxou**

En application du décret n° 2001-1375 du 31 décembre 2001 portant statut particulier du corps des cadres de santé de la fonction publique hospitalière, le Centre Psychothérapique de Nancy à Laxou organise un concours interne sur titres en vue de pourvoir un poste d' infirmier Cadre de Santé.

Conditions d'inscription :

Peuvent faire acte de candidature les personnels titulaires du diplôme de cadre de santé ou certificat équivalent, relevant des corps régis par les décrets du 30 novembre 1988, n° 89-609 et n°89-613 du 1<sup>er</sup> septembre 1989 et comptant 5 ans de services effectifs dans un ou plusieurs des corps précités, au 1<sup>er</sup> janvier 2006.

Dossier de candidature :

A demander à la DRH de l'établissement.

Réception et clôture des inscriptions :

Les candidatures sont à adresser à :

Madame le Directeur Adjoint  
Chargé des Ressources Humaines  
Centre Psychothérapique de Nancy  
BP 11010  
54521 LAXOU CEDEX

pour le **15 novembre 2006** au plus tard, le cachet de la poste faisant foi  
Laxou le 4 septembre 2006

P/le Directeur,  
Le Directeur Adjoint  
Chargé des Ressources Humaines  
I. CAILLIER

